

ALPES MARITIMES



**SERVICE DEPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS**

**RECUEIL DES
ACTES ADMINISTRATIFS
DU
SERVICE DEPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS
DES ALPES-MARITIMES**

N° 67 du 31 octobre 2014

**RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DU SERVICE DEPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS DES ALPES MARITIMES**

N° 67 du 31 octobre 2014

SOMMAIRE

Page

Délibérations prises par le conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours

Séance du conseil d'administration du 13 octobre 2014 4

Arrêtés

Administration générale

Arrêté SDIS n° 14-6479 portant désignation à la présidence de la commission d'appel d'offres du service départemental d'incendie et de secours des Alpes-Maritimes 9

Arrêté SDIS n° 14-6480 portant modification du règlement intérieur du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours des Alpes-Maritimes 10

Arrêté SDIS n° 14-6481 portant désignation à la présidence de la commission de secours non remboursable du service départemental d'incendie et de secours des Alpes-Maritimes 22

Groupement fonctionnel Formation -sport

Arrêté SDIS n°14-7021 portant création de la commission départementale chargée de la reconnaissance des acquis en matière de formation des sapeurs-pompiers volontaires non officiers du service départemental d'incendie et de secours des Alpes-Maritimes 23

Ressources humaines

Arrêté SDIS n°14-6404 portant tableau annuel d'avancement au grade de caporal de sapeurs-pompiers professionnels 25

Arrêté SDIS n°14-6405 portant liste d'aptitude au grade de sergent de sapeurs-pompiers professionnels au titre de la promotion interne 26

Arrêté SDIS n°14-6406 portant tableau d'avancement au grade d'adjudant de sapeurs-pompiers professionnels 27

Arrêté SDIS n°14-7560 portant tableau d'avancement au grade d'ingénieur territorial en chef de classe exceptionnelle 28

| | |
|---|----|
| Arrêté SDIS n°14-7561 portant tableau d'avancement au grade d'attaché territorial principal | 29 |
| Arrêté SDIS n°14-7562 portant liste d'aptitude au titre de la promotion interne au grade d'attaché territorial | 30 |
| Arrêté SDIS n°14-7563 portant tableau d'avancement au grade de rédacteur territorial principal de 2ème classe | 31 |
| Arrêté SDIS n°14-7564 portant tableau d'avancement au grade de rédacteur territorial principal de 2ème classe après examen professionnel | 32 |
| Arrêté SDIS n°14-7565 portant tableau d'avancement au grade de rédacteur territorial principal de 2ème classe après examen professionnel | 33 |
| Arrêté SDIS n°14-7566 portant liste d'aptitude au titre de la promotion interne au grade de technicien territorial | 34 |
| Arrêté SDIS n°14-7567 portant liste d'aptitude au grade d'agent de maîtrise territorial après examen professionnel | 35 |
| Arrêté SDIS n°14-7568 portant liste d'aptitude au grade d'agent de maîtrise territorial au titre de la promotion interne | 36 |
| Arrêté SDIS n°14-7569 portant liste d'aptitude au grade d'adjoint administratif territorial principal de 1 ^{ère} classe | 37 |
| Arrêté SDIS n°14-7570 portant tableau d'avancement au grade d'adjoint administratif territorial principal de 2 ^{ème} classe | 38 |
| Arrêté SDIS n°14-7571 portant tableau d'avancement au grade d'adjoint technique territorial principal de 2 ^{ème} classe | 39 |
| Arrêté SDIS n°14-7572 portant tableau d'avancement au grade d'adjoint administratif territorial de 1 ^{ère} classe | 40 |
| <i>Préfecture</i> | |
| Arrêté SDIS n°14-5186 fixant la liste d'aptitude opérationnelle des plongeurs de la sécurité civile du département des Alpes-Maritimes pour le second semestre 2014 | 41 |
| Arrêté SDIS n°14-5187 fixant la liste des agents composant le « Groupe milieu périlleux » pour le second semestre de l'année 2014 (GMP 06) | 46 |
| Arrêté SDIS n°14-6099 portant inscription sur le tableau annuel d'avancement au grade de lieutenant de 1 ^{ère} classe de sapeurs-pompiers professionnels | 50 |

DELIBERATIONS PRISES PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS

14-42 Fixation des contributions des communes et des établissements publics de coopération intercommunale compétents pour la gestion des services d'incendie et de secours au financement du service départemental d'incendie et de secours des Alpes-Maritimes pour l'année 2015

Le conseil d'administration a décidé :

- de fixer le montant prévisionnel des recettes issues des contributions des communes et des EPCI pour l'année 2015 à 61 535 929,66 €,
- d'adopter les modalités de répartition et de calcul des contributions des communes et des EPCI au financement du SDIS pour l'année 2015,
- d'autoriser M. le président du conseil d'administration à notifier aux communes et aux EPCI le montant des contributions retenu pour l'année 2015.

14-43 Rapport sur l'évolution des ressources et des charges prévisibles pour l'exercice 2015 : débat d'orientation budgétaire - estimation du besoin de financement prévisionnel communiqué au Département des Alpes-Maritimes

Le conseil d'administration a donné acte du débat d'orientation budgétaire pour l'année 2015 et a approuvé l'estimation du besoin de financement complémentaire fixée à 75,28 M€ pour assurer l'équilibre du budget.

14-44 Convention de mise à disposition par la commune de Roquebilliere d'un terrain pour l'aménagement d'un parking relatif à l'extension du centre d'incendie et de secours de Roquebilliere

Le conseil d'administration a autorisé M. le président du conseil d'administration à signer, avec la commune de Roquebillière, la convention de mise à disposition d'un terrain pour l'aménagement d'un parking pour le centre d'incendie et de secours de Roquebillière.

14-45 Avenant n° 2 à la convention de transfert du service d'incendie et de secours de la commune de Nice vers le service départemental d'incendie et de secours des Alpes-Maritimes

Le conseil d'administration a autorisé M. le président du conseil d'administration à signer, avec la ville de Nice, l'avenant n° 2 à la convention de transfert du 17 octobre 2000 relatif à la rétrocession d'une parcelle de terrain à Nice Fodéré.

14-46 Cession du terrain d'assiette du futur centre d'incendie et de secours de La Turbie

Le conseil d'administration a approuvé la cession gratuite par la commune de la Turbie au SDIS 06, de la parcelle B 459 destiné à accueillir le futur centre d'incendie et de secours.

14-47 Marchés publics - autorisation de signer les marchés

Le conseil d'administration a décidé :

- d'autoriser, M. le président du conseil d'administration ainsi que les délégataires de signature en la matière :

* à lancer ou mener à terme les procédures formalisées de passation pour les affaires décrites ci-après, le SDIS en étant le pouvoir adjudicateur, ou dans le cadre d'un des groupements de commandes dont il est membre :

- Conseil général et SDIS des Alpes-Maritimes,
- le groupement de la Zone de défense Sud et sa périphérie,
- le groupement national « ULISS » (union logistique inter services de secours) ;

* à passer et signer les accords-cadres et marchés issus de ces procédures formalisées ;

* à prendre toutes décisions d'exécutions de ces marchés ou accord-cadre, dont les avenants techniques sans incidence financière ou ne dépassant pas 5 % du montant initial, et, si besoin, la résiliation de ces marchés ou accord-cadre, conformément au CCAG applicable et aux clauses de ces derniers, à l'exception toutefois des protocoles transactionnels à caractère financier qui excèderaient les conditions du marché ou de l'accord-cadre initialement autorisé par le CASDIS,

d'autoriser, M. le président du conseil d'administration, pour la durée de sa mandature de:

* à lancer, passer et signer tous les marchés et accords-cadres issus de procédures adaptées, le SDIS en étant le pouvoir adjudicateur, ou dans le cadre d'un des groupements de commandes dont il est membre, étant précisé que pour les marchés relevant de l'article 30-II.3° du code des marchés publics, l'attribution sera effectuée par la commission d'appel d'offres,

* à lancer, passer et signer tous marchés subséquents issus d'accords-cadres,

* à signer les contrats avec l'Union des groupements d'achats publics (articles 9 et 31 du code des marchés publics),

* à signer et prendre toutes dispositions relatives à l'exécution de ces contrats, prévues par les textes en vigueur et les cahiers des charges de ces marchés ou accords-cadres dont, si les circonstances l'exigent, leur résiliation lorsque celle-ci ne génère pas de dépenses non contractuelles pour le SDIS ainsi que leurs avenants techniques sans incidence financière ou ne dépassant pas 5% du montant initial.

| |
|---|
| Groupement Fonctionnel « Informatique et Télécommunications » |
|---|

Titre : Fourniture, installations, maintenance d'équipements ANTARES et leurs accessoires

Procédure : appel d'offres ouvert.

Fourniture et maintenance de terminaux radios, d'équipements complémentaires et/ou nouveautés ANTARES et leurs accessoires

Minimum HT : 0

Maximum indicatif HT : 0

Fourniture et maintenance de modules de géo localisation compatibles avec les terminaux radios ANTARES et accessoires

Minimum HT : 0

Maximum indicatif HT : 0

Fourniture, installation et maintenance des matériels embarqués ANTARES et leurs accessoires

Minimum HT : 0

Maximum indicatif HT : 0

Modification des montants prévus par délibération 13-42 du CASDIS du 11/10/2013, comme suit :

Fourniture, installation, mise en service et maintenance des équipements téléphoniques du S.D.I.S.06

Procédure : appel d'offres ouvert.

Minimum HT : 0

Maximum HT : 0

| |
|--------------------------------------|
| Groupement Fonctionnel « Technique » |
|--------------------------------------|

Titre : Fourniture de matériels incendie

Procédure : appel d'offres ouvert.

Minimum HT : 16 000,00€/par période

Maximum indicatif HT : 0

Titre : Fourniture, livraison, installation et maintenance de matériels électroménagers de cuisine professionnelle et pièces détachées

Procédure : appel d'offres ouvert.

Minimum HT : 0

Maximum indicatif HT : 0

Titre : Fourniture et maintenance curative d'autolaveuses

Procédure : appel d'offres ouvert.

Minimum HT : 0

Maximum indicatif HT : 0

Titre : Fournitures courantes de gaz naturel et services associés

Procédure : appel d'offres ouvert.

Minimum HT : 0

Maximum indicatif HT : 0

Titre : Fournitures courantes d'électricité et services associés

Procédure : appel d'offres ouvert.

Minimum HT : 0

Maximum indicatif HT : 0

Titre : Fourniture de matériels d'immobilisation

Procédure : appel d'offres ouvert.

Minimum HT : 58 333,33 € HT/période

Maximum indicatif HT : 0

14-48 Créations, transformations et suppressions d'emplois

Le conseil d'administration a décidé :

- au titre de l'année 2014 :

* d'approuver le changement d'indice d'un agent contractuel vétérinaire avec application du régime indemnitaire correspondant.

- au titre de l'année 2015 :

* la création des emplois des cadres d'emplois des filières administrative et technique par suppression des emplois correspondants pourvus à hauteur maximale des quotas autorisés au 1^{er} janvier 2015 et permettant de répondre aux besoins des services.

* la création des emplois de la filière sapeurs-pompiers professionnels par suppression des emplois correspondants pourvus à hauteur maximale pour les agents remplissant les conditions d'ancienneté et détenant les unités de valeurs nécessaires afin de répondre aux besoins du corps départemental.

14-49 Convention "médecins correspondants territoriaux" du service de santé et de secours médical

Le conseil d'administration a approuvé la convention entre le service départemental d'incendie et de secours des Alpes-Maritimes et les médecins territoriaux définissant les modalités d'accompagnement et de reconnaissance de leurs activités, en précisant les moyens mis à leur disposition et en procédant à la valorisation de leur régime d'indemnisation, conformément à l'article 3 du décret n° 2012-492 du 16 avril 2012 relatif aux indemnités de sapeurs-pompiers volontaires.

14-50 Régime relatif à l'attribution d'une convention d'occupation précaire avec astreinte d'un logement en caserne

Le conseil d'administration a approuvé la nouvelle procédure d'attribution de logements applicable au 1^{er} janvier 2015 pour les sapeurs-pompiers professionnels de Cannes, Nice-Magnan et Nice-Fodéré.

14-51 Modalités de mise en oeuvre d'attribution des conventions d'occupation précaire avec astreinte d'un logement en caserne

Le conseil d'administration a décidé d'adopter les modalités de mise en oeuvre des conventions d'occupation précaire avec astreinte.

14-52 Règlement intérieur du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires - actualisation

Le conseil d'administration a approuvé l'actualisation du règlement intérieur du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires.

14-53 Règlement intérieur de la commission administrative et technique des services d'incendie et de secours - actualisation

Le conseil d'administration a approuvé l'actualisation du règlement intérieur de la commission administrative et technique des services d'incendie et de secours.

14-54 Prise en charge financière par la communauté d'agglomération du Pays de Grasse du montant des contributions des communes membres de la communauté de communes des Monts d'Azur pour les années 2014 et 2015

Le conseil d'administration a approuvé la prise en charge financière par la communauté d'agglomération du Pays de Grasse des contributions financières des communes d'Amirat, Andon, Briançonnet, Caille, Collongues, Escagnolles, Gars, Le Mas, Les Mujouls, Saint-Auban, Séranon et Valderoure pour les années 2014 et 2015, et, a autorisé M. le président du conseil d'administration à notifier à la communauté d'agglomération du Pays de Grasse le montant total des contributions financières des communes concernées pour les années pré-citées.



**Le président du conseil d'administration
du service départemental d'incendie et de secours
des Alpes-Maritimes**

Arrêté n° 146479

portant désignation à la présidence de la commission d'appel d'offres du service départemental d'incendie et de secours des Alpes-Maritimes

Vu les articles L. 1424-27 et L.1424-30 du code général des collectivités territoriales,

Vu les articles 22-I-6^{ème} et 22-II du code des marchés publics fixant la constitution de la commission d'appel d'offres,

Vu la délibération n° 1 du 31 mars 2011 de l'assemblée départementale relative à l'élection du président du conseil général des Alpes-Maritimes,

Vu la proclamation des résultats de l'élection des représentants des communes et des EPCI au conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours des Alpes-Maritimes le 16 juin 2014,

Vu la délibération n° 14-09 du conseil d'administration du 11 juillet 2014 fixant la composition de la commission d'appel d'offres,

ARRETE

Article 1^{er} : M. Jean THAON, vice-président du conseil général, 3^{ème} vice-président du conseil d'administration, maire de Lantosque, en mon absence ou en cas d'empêchement, présidera la commission d'appel d'offres ainsi que la commission jury instituée par le code des marchés publics et signera les procès-verbaux.

Article 2 : Les missions confiées à M. Jean THAON prennent effet à compter du 11 juillet 2014.

Article 3 : M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours des Alpes-Maritimes est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours des Alpes-Maritimes.

Fait à Villeneuve-Loubet, le 02 SEP. 2014

*Le président du conseil d'administration
du service départemental d'incendie et de secours
des Alpes-Maritimes,*

Eric CIOTTI



**SERVICE DEPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS**

**Le président du conseil d'administration
du service départemental d'incendie et de secours
des Alpes-Maritimes**

Arrêté n° **145480**

Portant modification du règlement intérieur du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours des Alpes-Maritimes

Vu l'article R. 1424-16 du code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération du conseil d'administration du service départemental du 18 février 1998 adoptant le règlement intérieur du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours des Alpes-Maritimes,

Vu les délibérations du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours des Alpes-Maritimes des 23 décembre 1998, 27 septembre 2002, 21 février 2005 et 5 mai 2011 modifiant ce règlement intérieur,

Vu la délibération n° 14-17 du 11 juillet 2014 du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours des Alpes-Maritimes actualisant le règlement intérieur du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours des Alpes-Maritimes,

ARRETE

Article 1^{er} : Le règlement intérieur du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours des Alpes-Maritimes actualisé par délibération du conseil d'administration du 11 juillet 2014 est arrêté selon le document ci-joint.

Article 2 : Monsieur le président du conseil d'administration et Monsieur le directeur du service départemental d'incendie et de secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours des Alpes-Maritimes.

Fait à Villeneuve-Loubet, le **02 SEP. 2014**

*Le président du conseil d'administration
du service départemental d'incendie et de secours
des Alpes-Maritimes,*

Eric CIOTTI



**SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DES ALPES-MARITIMES**

***REGLEMENT INTERIEUR
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION***

Adopté le 18 février 1998 et modifié les 23 décembre 1998, 27 septembre 2002, 21 février 2005, 5 mai 2011 et 11 juillet 2014

SOMMAIRE

| | | |
|--------------|--|-------|
| - CHAPITRE 1 | - REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION | p. 3 |
| - CHAPITRE 2 | - TENUE DES SEANCES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION | p. 5 |
| - CHAPITRE 3 | - BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION | p. 7 |
| - CHAPITRE 4 | - ORGANISATION DES DEBATS ET VOTE DES DELIBERATIONS | p. 8 |
| - CHAPITRE 5 | - COMMISSIONS - GROUPES DE TRAVAIL | p. 10 |
| - CHAPITRE 6 | - DISPOSITIONS DIVERSES | p. 11 |

CHAPITRE 1

REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Article 1^{er} : Périodicité des séances

Le conseil d'administration règle par ses délibérations les affaires du service départemental d'incendie et de secours (SDIS).

Le conseil d'administration se réunit à l'initiative de son président au moins une fois par semestre. Le président peut réunir le conseil d'administration au siège de l'établissement public, 140 avenue Maréchal de Lattre de Tassigny à Villeneuve-Loubet ou en tout autre lieu du département.

En cas d'urgence, le conseil d'administration se réunit sur convocation de son président, à l'initiative de celui-ci ou sur demande du préfet ou d'un cinquième de ses membres ayant voix délibérative, sur un ordre du jour déterminé.

Les séances du conseil d'administration ont lieu à huis clos.

Article 2 : Convocations

Les convocations établies par le président du conseil d'administration ou en cas d'empêchement par un vice-président peuvent être transmises par voie électronique.

Elles mentionnent le jour, l'heure et le lieu de la réunion.

Sauf cas d'urgence, le délai de convocation est fixé au minimum à dix (10) jours francs.

Le procès-verbal de la séance précédente et les rapports sur les affaires soumises à délibération sont adressés aux membres du conseil d'administration, au plus tard dix (10) jours francs avant la date de la réunion. Néanmoins, le projet de budget est communiqué aux membres du conseil d'administration douze (12) jours francs au moins avant la date de la première réunion consacrée à l'examen dudit budget. L'ensemble de ces documents peut également être transmis par support numérique ou voie électronique.

En cas d'urgence ou si les nécessités de fonctionnement de l'établissement l'imposent, le président peut adresser aux membres du conseil d'administration, avant la séance ou le jour même de la réunion, toute affaire qui doit être soumise à leur délibération.

Pour la bonne organisation des séances et permettre de convoquer dans un délai raisonnable les membres suppléants, il est recommandé aux membres titulaires d'informer le secrétariat du SDIS de leur venue ou de leur empêchement.

Article 3 : Accès au dossier

Tout membre du conseil d'administration a le droit, dans le cadre de sa fonction, d'être informé des affaires du SDIS qui font l'objet d'une délibération.

Toute demande d'information complémentaire sur un rapport à l'ordre du jour du conseil d'administration doit être adressée par écrit au président du conseil d'administration et au directeur départemental des services d'incendie et de secours pour information au moins trois jours avant le début de la réunion.

Article 4 : Attributions du président

Le président prépare et exécute les délibérations du conseil d'administration.

Il passe les marchés au nom de l'établissement, reçoit en son nom les dons, legs et subventions.

Il représente l'établissement en justice et en est l'ordonnateur.

Il nomme les personnels du service d'incendie et de secours.

Il peut, en outre, par délégation du conseil d'administration, en tout ou partie, et pour la durée de son mandat, être chargé de procéder, dans les limites déterminées par le conseil d'administration, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget et de passer à cet effet les actes nécessaires.

Il peut recevoir délégation pour prendre les décisions mentionnées au III de l'article L.1618-2 du code général des collectivités territoriales. Il informe le conseil d'administration des actes pris dans le cadre de cette délégation.

Il peut être chargé de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés de travaux, de fournitures et de services visés à l'article 28 du code des marchés publics et pouvant être passés sans formalités préalables.

Il peut être chargé de fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts.

Il peut déléguer, par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux membres du bureau du conseil d'administration. Cette délégation subsiste tant qu'elle n'est pas rapportée.

En cas d'absence ou d'empêchement de toute nature, le président du conseil d'administration est provisoirement remplacé dans la plénitude de ses fonctions par le premier vice-président et, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, par un autre vice-président. En cas de vacance simultanée des sièges du président et des vice-présidents, le conseil d'administration est convoqué en urgence par le doyen d'âge pour procéder à l'élection d'un nouveau bureau.

En cas de démission de tous les membres du conseil d'administration ou d'annulation devenue définitive de l'élection de tous ses membres, le président est chargé de l'expédition des affaires courantes.

Il est procédé à l'élection du nouveau conseil d'administration dans un délai de deux mois. Celui-ci est convoqué en urgence par le représentant de l'Etat dans le département pour la première réunion.

Pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière, le président du conseil d'administration peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, accorder une délégation de signature au directeur départemental du service d'incendie et de secours et, le cas échéant, au directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur départemental du service d'incendie et de secours, le président du conseil d'administration peut également donner une délégation de signature aux différents chefs de services, dans la limite de leurs attributions respectives.

Le président fait observer le règlement intérieur, organise et dirige les travaux, proclame les résultats et prononce les décisions du conseil d'administration.

Article 5 : Membres de droit

Le préfet ou son représentant, membre du corps préfectoral, assiste de plein droit aux séances du conseil d'administration.

Le comptable de l'établissement est convoqué aux séances.

Article 6 : Membres du conseil d'administration avec voix consultative

Assistent également à la totalité des travaux des séances du conseil d'administration, avec voix consultative :

- 1° le directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- 2° le médecin-chef du service de santé et de secours médical des sapeurs-pompiers,
- 3°
 - un sapeur-pompier professionnel officier,
 - un sapeur-pompier professionnel non officier,
 - un sapeur-pompier volontaire officier,
 - un sapeur-pompier volontaire non officier,élus en qualité de membres de la commission administrative et technique des services d'incendie et de secours et de membres du conseil d'administration,
- 4° - le président de l'Union départementale des sapeurs-pompiers.

CHAPITRE 2

TENUE DES SEANCES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Article 7 : Préséance :

Lors des séances du conseil d'administration, prennent place dans l'ordre :

- le président,
- le préfet ou son représentant,
- les vice-présidents,
- le directeur départemental des services d'incendie et secours,
- le comptable de l'établissement,
- les membres du conseil avec voix délibérative
- les autres membres du conseil avec voix consultative
- les experts (le cas échéant et pour les questions relevant de leurs compétences)
- les agents désignés pour assurer le secrétariat matériel de séance.

Article 8 : Présidence

Le conseil d'administration est présidé par le président du conseil général ou l'un des membres du conseil d'administration désigné par le président du conseil général après le renouvellement des représentants du Département et celui des représentants des communes et des établissements publics de coopération intercommunale.

Le président et, à défaut le premier vice-président, puis le second ou le troisième vice-président préside le conseil d'administration.

Dans les séances où le compte administratif est débattu, le président peut assister à la discussion, mais il doit se retirer au moment du vote.

Le président :

- ouvre la séance,
- désigne le secrétaire de séance parmi les membres présents ayant voix délibérative,
- dirige les débats,
- fait observer le règlement du conseil,
- accorde la parole aux intervenants et peut en limiter la durée,
- rappelle les orateurs à la question,
- soumet au vote les propositions de délibération,
- dépouille les scrutins,
- juge, conjointement avec le secrétaire, les épreuves des votes et en proclame les résultats,
- clôture la séance.

Article 9 : Police du conseil d'administration

Le président de séance a, seul, la police du conseil d'administration.

Le président de séance fait observer le présent règlement, veille à ce que les membres du conseil d'administration ne s'en écartent pas et, d'une façon générale, assure la police du conseil.

Les infractions au présent règlement commises par les membres du conseil d'administration feront l'objet de rappel à l'ordre avec inscription au procès-verbal.

Si un membre du conseil d'administration intervient sans y avoir été autorisé ou s'il prétend conserver la parole après que le président la lui ait retirée, le président peut décider que ses déclarations ne figureront pas au procès-verbal.

Article 10 : Quorum

Le conseil d'administration ne peut délibérer que lorsque la majorité de ses membres en exercice ayant voix délibérative assiste à la séance. Les procurations ne sont en aucun cas comptabilisées pour établir le quorum des membres présents.

Si la condition de quorum n'est pas remplie, la réunion se tient, de plein droit, trois jours plus tard. Cette séance a lieu sans condition de quorum.

Article 11 : Secrétaire de séance

Le secrétaire de séance, désigné par le président, a pour fonction de veiller à la rédaction du procès-verbal, d'en donner communication, de dépouiller les scrutins, de prendre note des résolutions et des votes.

Il est assisté dans l'exercice de ses fonctions par le secrétariat administratif de l'établissement.

Article 12 : Agents publics

A la demande du président ou du directeur, des agents publics du SDIS pourront assister, en tant que de besoin, aux séances du conseil d'administration. A ce titre, ils ne prennent la parole qu'avec l'accord du président.

En tout état de cause, ils restent tenus à l'obligation de réserve telle que définie dans le cadre de leur statut.

Article 13 : Débats ordinaires

La parole est accordée par le président à tout membre du conseil d'administration qui la demande.

Le président met un terme aux interventions abusives, ainsi qu'aux mises en cause personnelles et rappelle à l'ordre le membre qui s'écarterait de la question ou tiendrait des propos contraires à la loi, aux règlements et aux convenances.

Article 14 : Questions orales

Les membres du conseil d'administration ont le droit d'exposer, en séance du conseil, des questions orales ayant trait aux affaires du SDIS.

Ces questions orales doivent présenter un caractère d'actualité et entrer dans les compétences du conseil d'administration.

Les questions posées en séance appelant nécessairement une réponse orale du président, il convient de l'informer préalablement de leur objet au moins trois jours avant le début de la séance.

CHAPITRE 3

BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Article 15 : Composition et attributions

Le bureau du conseil d'administration est composé du président, de trois vice-présidents et, le cas échéant, d'un membre supplémentaire.

Sa composition est fixée par le conseil d'administration lors de la première réunion suivant chaque renouvellement. Au cours de cette réunion, les membres du bureau autres que le président sont élus parmi les membres du conseil d'administration ayant voix délibérative à la majorité absolue de ces derniers. Un vice-président au moins est élu parmi les maires représentant les communes et les établissements publics de coopération intercommunale ou, si aucun maire ne siège au conseil d'administration, parmi les représentants des communes et des établissements publics de coopération intercommunale. Si l'élection n'est pas acquise lors des deux premiers tours de scrutin, il est procédé à un troisième tour et l'élection a lieu à la majorité relative des suffrages exprimés. En cas de partage des voix, elle est acquise au bénéfice de l'âge.

Le conseil d'administration peut déléguer une partie de ses attributions au bureau, à l'exception des délibérations relatives à l'adoption du budget et du compte administratif.

Ces délégations, qui concernent des attributions exercées concurremment avec le conseil d'administration, sont consenties jusqu'au renouvellement du bureau.

Article 16 : Périodicité des séances

Le bureau du conseil d'administration se réunit à l'initiative de son président autant que de besoin, au siège de l'établissement public, 140 avenue Maréchal de Lattre de Tassigny à Villeneuve-Loubet. Le président peut réunir le bureau en tout autre lieu du département.

Les séances du bureau du conseil d'administration ont lieu à huis clos.

Article 17 : Convocations

Les convocations établies par le président du conseil d'administration ou en cas d'empêchement par un vice-président peuvent être transmises par voie électronique.

Elles mentionnent le jour, l'heure et le lieu de la réunion.

Les rapports sur les affaires soumises à délibération sont adressés aux membres du bureau, au plus tard six (6) jours francs avant la date de la réunion. Ils peuvent également être transmis par support numérique ou voie électronique.

En cas d'urgence ou si les nécessités de fonctionnement de l'établissement l'imposent, le président peut adresser aux membres du bureau, avant la séance ou le jour même de la réunion, toute affaire qui doit être soumise à leur délibération.

Article 18 : Fonctionnement

Le fonctionnement du bureau est soumis aux mêmes règles que le conseil d'administration (articles 8 à 13).

CHAPITRE 4

ORGANISATION DES DEBATS ET VOTE DES DELIBERATIONS

Article 19 : Déroulement de la séance

A l'ouverture de chaque réunion, le président propose l'approbation du procès-verbal de la séance précédente. Si aucune observation n'est présentée, il en prononce l'adoption ; dans le cas contraire, il prend l'avis du conseil qui en décide immédiatement à main levée.

Le président donne éventuellement ensuite connaissance au conseil des communications qui le concernent. Il présente ensuite les dossiers figurant à l'ordre du jour ou invite le directeur départemental ou un rapporteur qu'il désigne à le faire.

La discussion suit immédiatement à moins que le conseil ne décide de la reporter ultérieurement.

Le président peut, à tout moment, suspendre ou lever la séance.

Il met aux voix toute demande de suspension de séance formulée par au moins le tiers des membres du conseil d'administration. Il en détermine la durée.

Afin d'éclairer les débats du conseil, l'audition de personnes qualifiées, étrangères au conseil et à l'administration du SDIS, peut être admise sur décision du président du conseil d'administration.

Article 20 : Votations

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Si un membre titulaire et son suppléant sont empêchés d'assister à une réunion, ils peuvent donner une procuration de vote, pour cette réunion, à un autre membre titulaire du conseil d'administration. Un membre présent ne peut disposer que d'une seule procuration. Les procurations sont comptabilisées seulement pour le calcul des votes exprimés

En cas de partage, sauf en cas de scrutin secret, la voix du président est prépondérante. Après deux tours de scrutin secret, si la majorité absolue n'a pas été obtenue, il est procédé à un troisième tour de scrutin à la majorité relative.

Le conseil d'administration vote selon l'une des trois manières suivantes :

- à main levée,
- au scrutin public par appel nominal,
- au scrutin secret.

La délégation de vote, prévue au deuxième alinéa du présent article, doit être écrite et présentée au président avant l'ouverture du premier scrutin.

Le dépouillement du scrutin sera effectué par un bureau composé du président, du secrétaire et, le cas échéant, d'un membre de l'opposition désigné par celui-ci.

Le vote à main levée est le mode de votation ordinaire.

Le vote a lieu au scrutin public, sur la demande du quart des membres présents ; les noms des votants, avec la désignation de leurs votes, sont insérés au procès-verbal.

Le scrutin secret peut être demandé par un quart des membres présents ou représentés. Si une demande de scrutin public est présentée en même temps, le vote a lieu au scrutin public.

Le résultat des votes est constaté par le président et le secrétaire de séance.

Article 21 : Procès-verbaux

Les procès-verbaux sont signés par le président et le secrétaire de séance. Ils sont adressés aux membres en vue de leur approbation lors d'une prochaine séance.

Article 22 : Délibérations

Les délibérations sont inscrites par ordre de date. Elles sont signées par le président.

Article 23 : Extraits des délibérations et publicité

Les extraits des délibérations signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, sont transmis au représentant de l'Etat dans le département conformément à la réglementation en vigueur et publiées au recueil des actes administratifs du SDIS.

Ils mentionnent le texte de l'exposé de la délibération et indiquent dans quelles conditions elle a été adoptée en précisant si l'unanimité n'a pas été recueillie, le nombre de voix pour, le nombre de voix contre et le nombre d'abstentions.

CHAPITRE 5

COMMISSIONS – GROUPES DE TRAVAIL

Article 24 : Commission d'appel d'offres - jury

La commission d'appel d'offres du SDIS est composée :

- du président du conseil d'administration ou son représentant, président de droit,
- de deux membres titulaires désignés par le conseil d'administration parmi ses membres. Il est aussi procédé à la désignation de suppléants en nombre égal à celui des membres titulaires.

Assistent également à la commission, deux représentants de l'Etat, le comptable de l'établissement ou son représentant et le représentant du directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, lorsqu'ils y sont invités par le président de la commission d'appel d'offres. Ces personnes ont voix consultative, mais peuvent exiger que leur avis soit mentionné au procès verbal qu'elles doivent signer.

Peuvent également assister les personnalités désignées par le président en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet de l'appel d'offres. L'invitation aux séances correspondantes, par courrier électronique émise par le service en charge du secrétariat de la commission, vaudra désignation.

Le directeur départemental des services d'incendie et de secours, ou son représentant, assiste de plein droit aux séances de la commission, le secrétariat étant assuré par des agents du SDIS compétents en matière de marchés publics désignés par lui.

Article 25 : Commission(s) intérieure(s) et groupe(s) de travail et d'études

Pour l'étude des affaires qui lui sont soumises et la préparation des décisions qui lui incombent, le conseil d'administration peut décider, par délibération, de créer des commissions en son sein. Cette délibération prévoit la mission, la composition, le fonctionnement et la durée de la commission.

CHAPITRE 6

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 26 : Frais de déplacement et de séjour

Les frais de déplacement et de séjour supportés par les membres du conseil d'administration à l'occasion des réunions de ce conseil ou de tout organisme dont ils font partie es qualité sont remboursés dans les conditions fixées par délibération du conseil d'administration.

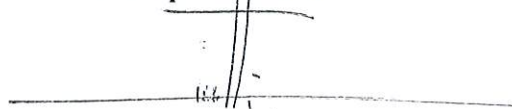
Article 27 : Modification du règlement

Toutes propositions de modification au présent règlement devront être présentées par le tiers des membres du conseil d'administration qui statuera.

Article 28 : Application

Le présent règlement est applicable à compter de sa publication au recueil des actes administratifs du SDIS. Il comporte vingt-huit (28) articles, adoptés par délibération n° 14-17 du 11 juillet 2014.

*Le président du conseil d'administration
du service départemental d'incendie et de secours
des Alpes-Maritimes*



Eric CIOTTI



**SERVICE DEPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS**

**Le président du conseil d'administration
du service départemental d'incendie et de secours
des Alpes-Maritimes**

Arrêté n° 146487
**portant désignation à la présidence de la commission secours non remboursable du
service départemental d'incendie et de secours des Alpes-Maritimes**

Vu l'article L. 1424-27 du code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n° 1 du 31 mars 2011 de l'assemblée départementale relative à l'élection du président du conseil général des Alpes-Maritimes,

Vu la proclamation des résultats de l'élection des représentants des communes et des EPCI au conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours des Alpes-Maritimes le 16 juin 2014,

Vu la délibération n° 09-72 du conseil d'administration du 17 décembre 2009 fixant la composition de la commission « secours non remboursable »,

ARRETE

Article 1^{er} : **M. Gérard MANFREDI**, conseiller général, 1^{er} vice-président du conseil d'administration, maire de Roquebillière, en mon absence ou en cas d'empêchement, présidera la commission « secours non remboursable ».

Article 2 : La mission confiée à M. Gérard MANFREDI prend effet à compter du 11 juillet 2014.

Article 3 : M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours des Alpes-Maritimes est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours des Alpes-Maritimes.

Fait à Villeneuve-Loubet, le **02 SEP. 2014**

**Le président du conseil général,
Président du conseil d'administration
du service départemental d'incendie et de secours
des Alpes-Maritimes,**

Eric CIOTTI



**Le président du conseil d'administration
du service départemental d'incendie et de secours
des Alpes-Maritimes**

ARRETE SDIS N° 147029

PORTANT CREATION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE CHARGEE DE LA RECONNAISSANCE DES ACQUIS EN MATIERE DE FORMATION DES SAPEURS-POMPIERS VOLONTAIRES NON OFFICIERS DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DES ALPES-MARITIMES

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;

Vu la loi n° 2011-851 du 20 juillet 2011 relative à l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires et à son cadre juridique ;

Vu le décret n° 2013-412 du 17 mai 2013 relatif aux sapeurs-pompiers volontaires ;

Vu l'arrêté du 6 juin 2013 relatif aux activités pouvant être exercées par les sapeurs-pompiers volontaires ;

Vu l'arrêté du 8 août 2013 relatif aux formations des sapeurs-pompiers volontaires ;

ARRETE

Article 1^{er} : la création de la commission départementale chargée de la reconnaissance des acquis en vue de dispenser les sapeurs-pompiers volontaires de tout ou partie des formations permettant l'exercice des activités de tronc commun est arrêtée comme suit :

Président : *M. Eric CIOTTI*, président du conseil d'administration du SDIS 06, député des Alpes-Maritimes, président du conseil général ou son représentant *M. Gérard MANFREDI*, 1^{er} vice-président du conseil d'administration, conseiller général, maire de Roquebillière.

- *M. le colonel Patrick BAUTHEAC*, directeur départemental, ou son représentant, *M. le colonel Alain JARDINET*, directeur départemental adjoint,

- *Mme le lieutenant-colonel Isabelle MONIER*, chef du groupement fonctionnel formation sport,

- *Mme Anne SATTONNET*, conseillère générale, 1^{ère} adjointe au maire de Vence, représentante de l'administration siégeant au comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires,

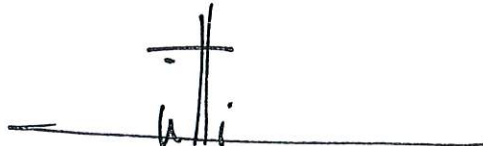
- *M. l'adjudant-chef Daniel CANDELA*, sous-officier volontaire siégeant au comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires,

- *M. le lieutenant-colonel Alain LEFLON*, officier volontaire siégeant au comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires.

Article 2 : M.le président du conseil d'administration et M. le directeur du service départemental d'incendie et de secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours des Alpes-Maritimes.

Fait à Villeneuve-Loubet, le 22 SEP. 2014

*Le président du conseil d'administration
du service départemental d'incendie et
de secours des Alpes-Maritimes,*

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Eric CIOTTI', is written over a horizontal line. The signature is stylized with a prominent vertical stroke and a horizontal crossbar.

Eric CIOTTI



CARRIERES/FS 

**SERVICE DEPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS
LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE
ET DE SECOURS DES ALPES-MARITIMES**

ARRETE SDIS N° 146404

Portant tableau annuel d'avancement au grade de caporal de sapeurs-pompiers professionnels

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de justice administrative et notamment son article R 512-1,

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

VU la loi n° 96-369 du 3 mai 1996 relative aux services d'incendie et de secours,

VU le décret n° 90-850 du 25 septembre 1990 modifié, portant dispositions communes à l'ensemble des sapeurs-pompiers professionnels,

VU le décret n° 2012-520 du 20 avril 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des sapeurs et caporaux de sapeurs-pompiers professionnels,

VU l'avis de la commission administrative paritaire des sapeurs-pompiers professionnels de catégorie C du 1^{er} août 2014,

ARRETE

ARTICLE PREMIER :

Le tableau annuel d'avancement au grade de caporal de sapeurs-pompiers professionnels est fixé comme suit pour l'année 2014 :

| NOM PRENOM | AFFECTATION | DATE PROPOSEE |
|-----------------|---------------------------------------|---------------|
| BUTRAUD FLORIAN | GT CENTRE – ANTIBES | 01/01/2014 |
| PERTROT ADRIEN | GF TECHNIQUE ATELIER DEPARTEMENTAL | 01/03/2014 |

ARTICLE 2 :

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans les locaux du service départemental d'incendie et de secours et publié au recueil des actes administratifs du Service Départemental d'Incendie et de Secours des Alpes-Maritimes.

ARTICLE 3 :

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le tribunal administratif de Nice peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois, à compter de sa publication.

VILLENEUVE-LOUBET, le 29 AOUT 2014


Eric CIOTTI
Président du conseil général
des Alpes-Maritimes
Président du conseil d'administration
du service départemental d'incendie et
de secours des Alpes-Maritimes

TOUTE CORRESPONDANCE DEVRA ETRE ADRESSEE IMPERSONNELLEMENT A



**SERVICE DEPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS**

CARRIERES/CB 

**LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE
ET DE SECOURS DES ALPES-MARITIMES**

ARRETE SDIS N° 146405

Portant liste d'aptitude au grade de sergent de sapeurs-pompiers professionnels
au titre de la promotion interne

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de justice administrative et notamment son article R 512-1,

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

VU la loi n° 96-369 du 3 mai 1996 relative aux services d'incendie et de secours,

VU le décret n° 90-850 du 25 septembre 1990 modifié, portant dispositions communes à l'ensemble des sapeurs-pompiers professionnels,

VU le décret n° 2012-521 du 20 avril 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des sous-officiers de sapeurs-pompiers professionnels,

VU l'avis de la commission administrative paritaire des sapeurs-pompiers professionnels de catégorie C du 1^{er} août 2014,

TOUTE CORRESPONDANCE DEVRA ETRE ADRESSEE IMPERSONNELLEMENT A

LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DES SERVICES D'INCENDIE ET DE SECOURS
149, Avenue Maréchal de Lattre de Tassigny - B.P. N° 99 - 06271 Milleneuve Louvet Cedex
Tél. : 04 93 22 76 00 Télécopie : 04 93 22 92 79

ARRETE

ARTICLE PREMIER :

La liste d'aptitude au grade de **sergent de sapeurs-pompiers professionnels** au titre de la promotion interne est fixée comme suit pour l'année 2014 :

| ORDRE | NOM PRENOM | AFFECTATION | DATE PROPOSEE |
|-------|-------------------------|--|---------------|
| 1 | CATIN SEVERINE | GF DE L'ALERTE CTA ARRONDISSEMENT DE NICE | 01/01/2014 |
| 2 | VIDAILLAC SIEGFRIED | GT CENTRE - ANTIBES | 01/01/2014 |
| 3 | BALESTRA CHRISTOPHE | GT OUEST - CANNES LA BOCCA | 01/01/2014 |
| 4 | GOMEZ GAYLORD | GT SUD - NICE SAINT ISIDORE | 01/01/2014 |
| 5 | SENNI NICOLAS | GT SUD - NICE SAINT ISIDORE | 01/01/2014 |
| 6 | SEBRIER CESAR | GT OUEST - MOUGINS CABRIERES | 01/01/2014 |
| 7 | SAUVY MATHIEU | GT SUD - NICE BON VOYAGE | 01/01/2014 |
| 8 | HERNANDEZ PSYLVIA | GT SUD - NICE SAINT ISIDORE | 01/01/2014 |
| 9 | PODEVIN THOMAS | GT CENTRE - VENCE | 01/01/2014 |
| 10 | LONGHI YOHAN | GF DE L'ALERTE CTA ARRONDISSEMENT DE NICE | 01/01/2014 |
| 11 | GUERRERO JEREMY | GT - NICE SUD FODERE | 01/01/2014 |
| 12 | LUCAS PASCAL | GT CENTRE - ANTIBES | 01/01/2014 |
| 13 | CHEVALIER STEPHANE | GT CENTRE - CAGNES SUR MER | 01/01/2014 |
| 14 | THOMAS JEREMIE | GT OUEST - CANNES LA BOCCA | 01/01/2014 |
| 15 | CIARLO BENOIT | GT OUEST - CANNES LA BOCCA | 01/01/2014 |
| 16 | BARBIER CHRISTOPHE | GT SUD - NICE MAGNAN | 01/01/2014 |
| 17 | BAREL JEAN-LOUIS | GT CENTRE - VENCE | 01/01/2014 |
| 18 | D'ANCONA FABRICE | GT SUD - NICE MAGNAN | 01/01/2014 |
| 19 | MIGLIORE SEBASTIEN | GT EST - MENTON | 01/01/2014 |
| 20 | AMIGO LAURENT | GT EST - MENTON | 01/01/2014 |
| 21 | ALBANO JEROME | GT SUD - NICE MAGNAN | 01/01/2014 |
| 22 | VERGERIO THOMAS | GT OUEST - GRASSE | 01/01/2014 |
| 23 | BEGUET PASCAL | GT OUEST - CANNES LA BOCCA | 01/01/2014 |
| 24 | FERRE STEVE | GT CENTRE - VENCE | 01/01/2014 |
| 25 | DUBOEL CEDRIC | GT SUD - NICE MAGNAN | 01/01/2014 |
| 26 | STARK MARTIAL | GT SUD - NICE MAGNAN | 01/01/2014 |
| 27 | MURATORE ROBERTO | GT SUD - ETAT MAJOR SUD MAGNAN | 01/01/2014 |
| 28 | PAIN BARRE GUILLAUME | GT CENTRE - CARROS | 01/01/2014 |
| 29 | PASTORE FRANCK | GT CENTRE - VENCE | 01/01/2014 |
| 30 | BALLESTER CHRISTOPHE | GT CENTRE - VENCE | 01/01/2014 |

ARTICLE 2 :

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans les locaux du service départemental d'incendie et de secours et publié au recueil des actes administratifs du Service Départemental d'Incendie et de Secours des Alpes-Maritimes.

ARTICLE 3 :

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le tribunal administratif de Nice peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois, à compter de sa publication.

VILLENEUVE-LOUBET, le 29 AOUT 2014

Eric CIOTTI
Président du conseil général
des Alpes-Maritimes
Président du conseil d'administration
du service départemental d'incendie et
de secours des Alpes-Maritimes



**SERVICE DEPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS**

CARRIERES/CB

**LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE
ET DE SECOURS DES ALPES-MARITIMES**

ARRETE SDIS N° 1 4 6 4 0 6

Portant tableau d'avancement au grade d'adjudant de sapeurs-pompiers professionnels

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de justice administrative et notamment son article R 512-1,

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

VU la loi n° 96-369 du 3 mai 1996 relative aux services d'incendie et de secours,

VU le décret n° 90-850 du 25 septembre 1990 modifié, portant dispositions communes à l'ensemble des sapeurs-pompiers professionnels,

VU le décret n° 2012-521 du 20 avril 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des sous-officiers de sapeurs-pompiers professionnels,

VU l'avis de la commission administrative paritaire des sapeurs-pompiers professionnels de catégorie C du 1^{er} août 2014,

TOUTE CORRESPONDANCE DEVRA ETRE ADRESSEE IMPERSONNELLEMENT A

"M. LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DES SERVICES D'INCENDIE ET DE SECOURS"
140, Avenue Maréchal de Lattre de Tassigny - B.P. N° 99 - 06271 Villeneuve Loubet Cedex
Tél. : 04 93 22 76 00 Télécopie : 04 93 22 92 79

ARRETE

ARTICLE PREMIER :

Le tableau annuel d'avancement au grade d'adjudant de sapeurs-pompiers professionnels est fixé comme suit pour l'année 2014 :

| ORDRE | NOM PRENOM | AFFECTATION | DATE PROPOSEE |
|-------|---------------------|--|---------------|
| 1 | GALLIANO PHILIPPE | GT CENTRE – ANTIBES | 01/01/2014 |
| 2 | PASQUET FRANCIS | GT OUEST – CANNES LA BOCCA | 01/01/2014 |
| 3 | MARCELIN NICOLAS | GT OUEST – CANNES LA BOCCA | 01/01/2014 |
| 4 | PONTE JEAN-LUC | GT CENTRE – CAGNES-SUR-MER | 01/01/2014 |
| 5 | COUCHEZ EUGENE | GT CENTRE – CAGNES-SUR-MER | 01/01/2014 |
| 6 | COCHET STEPHANE | GT OUEST – CANNES LA BOCCA | 01/01/2014 |
| 7 | DUDONS ERIC | GT OUEST – CANNES PASTOUR | 01/01/2014 |
| 8 | FABRE ANNICK | GT EST – MENTON | 01/01/2014 |
| 9 | EMERY CEDRIC | GT SUD – NICE BON VOYAGE | 01/01/2014 |
| 10 | GOLA EMMANUEL | GT OUEST – CANNES PASTOUR | 01/01/2014 |
| 11 | ROYER BENOIT | GF DE L'ALERTE CTA ARRONDISSEMENT DE NICE | 01/01/2014 |
| 12 | ROUGEOT JACQUES | GT CENTRE – CAGNES-SUR-MER | 01/01/2014 |
| 13 | NOEL OLIVIER | GT SUD – NICE MAGNAN | 01/01/2014 |
| 14 | PAZZAGLI ERIC | GT SUD – NICE BON VOYAGE | 01/01/2014 |
| 15 | BARDIAUX STEEVE | GT CENTRE – ANTIBES | 01/01/2014 |
| 16 | MENNESON MATTHIEU | GT CENTRE – BIOT | 01/01/2014 |
| 17 | LARROQUE DENIS | GT CENTRE – ANTIBES | 01/01/2014 |
| 18 | COQUELIN DANIEL | GT SUD – NICE TOUR ROUGE | 01/01/2014 |
| 19 | ZABOROWSKI FREDERIC | GT SUD – NICE MAGNAN | 01/01/2014 |
| 20 | COULEAU HENRI | GT OUEST – CANNES PASTOUR | 01/01/2014 |
| 21 | HERVY STEPHANE | GT CENTRE – VALLAURIS | 01/01/2014 |
| 22 | MERENGONE MICHEL | GT SUD – NICE MAGNAN | 01/01/2014 |
| 23 | BERTHE FRANCOIS | GF TECHNIQUE ATELIER DEPARTEMENTAL | 01/01/2014 |
| 24 | BONORA PAUL | GT EST – MENTON | 01/01/2014 |
| 25 | ŒIL NICOLAS | GT SUD – NICE TOUR ROUGE | 01/01/2014 |
| 26 | BRUNAUD OLIVIER | GF DE L'ALERTE CTA ARRONDISSEMENT DE GRASSE | 01/01/2014 |
| 27 | CANISTRIS LAURENT | GT SUD – NICE FODERE | 01/01/2014 |
| 28 | GUERIN FREDERIC | GT SUD – NICE FODERE | 01/01/2014 |
| 29 | LAURES LIONEL | GT OUEST – MOUGINS CABRIERES | 01/01/2014 |
| 30 | AUDEBERT FABRICE | GT SUD – NICE FODERE | 01/01/2014 |
| 31 | GARCIA SAMUEL | GT CENTRE – VENCE | 01/05/2014 |
| 32 | BARDIN GEORGES | GT SUD - ETAT MAJOR SUD MAGNAN | 01/05/2014 |


ARTICLE 2 :

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans les locaux du service départemental d'incendie et de secours et publié au recueil des actes administratifs du Service Départemental d'Incendie et de Secours des Alpes-Maritimes.

ARTICLE 3 :

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le tribunal administratif de Nice peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois, à compter de sa publication.

Villeneuve-Loubet, le 29 AOUT 2014



Eric CIOTTI
Président du conseil général
des Alpes-Maritimes
Président du conseil d'administration
du service départemental d'incendie et
de secours des Alpes-Maritimes



SERVICE DEPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS

CARRIERES.FS

**LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE
SECOURS DES ALPES MARITIMES**

ARRETE SDIS N° 747560

Portant tableau d'avancement au grade d'ingénieur territorial en chef de classe
exceptionnelle

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de justice administrative,

VU la loi n° 82.213 du 02 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des
communes, des départements et des régions,

VU la loi n° 83.634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des
fonctionnaires,

VU la loi n° 84.53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires
relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 79 et 80,

VU le décret n° 90-126 du 9 février 1990 modifié portant statut particulier du cadre
d'emplois des **ingénieurs territoriaux**, notamment son article 22,

VU le décret n° 90-127 du 9 février 1990 modifié portant échelonnement indiciaire
applicable aux **ingénieurs territoriaux**,

VU le décret n° 2006-1695 du 22 décembre 2006 portant dispositions statutaires
communes aux cadres d'emplois de catégorie A,

VU l'avis favorable émis par la commission administrative paritaire compétente,

SUR proposition de monsieur le directeur départemental des services d'incendie et
de secours des Alpes-Maritimes,

ARRETE

ARTICLE PREMIER

Le tableau annuel d'avancement au grade d'ingénieur territorial en chef de classe exceptionnelle est fixé comme suit pour l'année 2014 :

| NOM ET PRENOM | GRADE ACTUEL | Date nomination | PROMOUVABLE A LA DATE DU |
|------------------------|-------------------------------------|-----------------|--------------------------|
| BERNARD Francis | Ingénieur en chef de classe normale | 01/01/2008 | 01/01/2014 |

ARTICLE 2

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans les locaux du service départemental d'incendie et de secours des Alpes-Maritimes.

ARTICLE 3

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le tribunal administratif de Nice peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois, à compter de sa notification.

Villeneuve-Loubet, le 17 OCT. 2014

Pour le président et par délégation,
le directeur départemental
des services d'incendie et de secours,

Colonel Patrick BAUTHEAC



SERVICE DEPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS

CARRIERES.FS

**LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE
SECOURS DES ALPES MARITIMES**

ARRETE SDIS N° 147561

Portant tableau d'avancement au grade d'attaché territorial principal

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de justice administrative,

VU la loi n° 82.213 du 02 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la loi n° 83.634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n° 84.53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 79 et 80,

VU le décret n° 87-1099 du 30 décembre 1987 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des **attachés territoriaux**,

VU le décret n° 87-1100 du 30 décembre 1987 modifié portant échelonnement indiciaire applicable aux **attachés territoriaux**,

VU le décret n° 2006-1696 du 22 décembre 2006 modifiant certains statuts particuliers de cadres d'emplois des fonctionnaires de la catégorie A de la fonction publique territoriale, notamment les règles de classement pour l'accès à la catégorie A,

VU l'avis favorable émis par la commission administrative paritaire compétente,

SUR proposition de monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours des Alpes-Maritimes,

ARRETE

ARTICLE PREMIER

Le tableau annuel d'avancement au grade d'**attaché territorial principal** est fixé comme suit pour l'année 2014 :

| NOM ET PRENOM | GRADE ACTUEL | Date nomination | PROMOUVABLE A LA DATE DU |
|--------------------|---------------------|-----------------|--------------------------|
| STOJEB A Dominique | Attaché territorial | 01/01/2007 | 01/01/2014 |

ARTICLE 2

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans les locaux du service départemental d'incendie et de secours des Alpes-Maritimes.

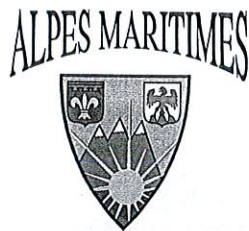
ARTICLE 3

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le tribunal administratif de Nice peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois, à compter de sa notification.

Villeneuve-Loubet, le 17 OCT. 2014

Pour le président et par délégation,
le directeur départemental
des services d'incendie et de secours,


Colonel Patrick BOUTHEAC



SERVICE DEPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS

CARRIERES.MG 

**LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE
SECOURS DES ALPES MARITIMES**

ARRETE SDIS N° 747562

Portant liste d'aptitude au titre de la promotion interne
au grade de d'attaché territorial

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de justice administrative,

VU la loi n° 82.213 du 02 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la loi n° 83.634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n° 84.53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 79 et 80,

VU le décret n° 87-1099 du 30 décembre 1987 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux,

VU le décret n° 87-1100 du 30 décembre 1987 modifié portant échelonnement indiciaire applicable aux attachés territoriaux,

VU le décret n° 2006-1696 du 22 décembre 2006 modifiant certains statuts particuliers de cadres d'emplois des fonctionnaires de la catégorie A de la fonction publique territoriale, notamment les règles de classement pour l'accès à la catégorie A,

VU l'avis favorable émis par la commission administrative paritaire compétente,

SUR proposition de monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours des Alpes-Maritimes,

ARRETE**ARTICLE PREMIER**

La liste d'aptitude au titre de la promotion interne au grade d'attaché territorial est fixée comme suit pour l'année 2014 :

| NOM ET PRENOM | GRADE ACTUEL | Date nomination | PROMOUVABLE A LA DATE DU |
|-------------------|--|-----------------|--------------------------|
| BAREYRE Christian | Rédacteur principal de 1 ^{ère} classe | 01/01/2007 | 01/02/2014 |
| ESPOSITO PATRICIA | Rédacteur principal de 1 ^{ère} classe | 01/01/2006 | 01/02/2014 |

ARTICLE 2

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans les locaux du service départemental d'incendie et de secours des Alpes-Maritimes.

ARTICLE 3

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le tribunal administratif de Nice peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois, à compter de sa notification.

Villeneuve-Loubet, le 17 OCT. 2014

Pour le président et par délégation,
le directeur départemental
des services d'incendie et de secours,

Colonel Patrick BAUTHEAC



**SERVICE DEPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS**

CARRIERES.FS 

**LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE
SECOURS DES ALPES MARITIMES**

ARRETE SDIS N° 747563

Portant tableau d'avancement au grade de rédacteur territorial principal de 2^{ème} classe

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de justice administrative,

VU la loi n° 82.213 du 02 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la loi n° 83.634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n° 84.53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 79 et 80,

VU le décret n° 2010-329 du 22 mars 2010 modifié fixant les dispositions communes applicables aux cadres d'emplois de la catégorie B de la fonction publique territoriale,

VU le décret n° 2012-924 du 30 juillet 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux,

VU l'avis favorable émis par la commission administrative paritaire compétente,

SUR proposition de monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours des Alpes-Maritimes,

ARRETE**ARTICLE PREMIER**

Le tableau annuel d'avancement au grade de **rédacteur territorial principal** de 2^{ème} classe est fixé comme suit pour l'année 2014 :

| NOM ET PRENOM | GRADE ACTUEL | Date nomination | PROMOUVABLE A LA DATE DU |
|--------------------------|-----------------------|-----------------|--------------------------|
| BOYER Véronique | Rédacteur territorial | 01/12/2006 | 01/01/2014 |
| JOURDAIN Laurence | Rédacteur territorial | 01/09/2008 | 01/01/2014 |
| URBAN-CALVI Stéphanie | Rédacteur territorial | 01/09/2008 | 01/01/2014 |
| RUGGIERI Laury | Rédacteur territorial | 01/02/2006 | 01/01/2014 |
| AUTRAN Patrick | Rédacteur territorial | 01/01/2007 | 01/01/2014 |
| BERNARD Agathe | Rédacteur territorial | 01/09/2008 | 01/01/2014 |
| DE MORI Patricia | Rédacteur territorial | 01/01/2007 | 01/01/2014 |
| COSTA Gisèle | Rédacteur territorial | 01/01/2009 | 01/01/2014 |
| FERRADOU Véronique | Rédacteur territorial | 01/01/2009 | 01/01/2014 |

ARTICLE 2

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans les locaux du service départemental d'incendie et de secours des Alpes-Maritimes.

ARTICLE 3

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le tribunal administratif de Nice peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois, à compter de sa notification.

Villeneuve-Loubet, le 17 OCT. 2014

Pour le président et par délégation,
le directeur départemental
des services d'incendie et de secours,


Colonel Patrick BAUTHEAC



SERVICE DEPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS

CARRIERES.FS

**LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE
SECOURS DES ALPES MARITIMES**

ARRETE SDIS N° 7475 64

Portant tableau d'avancement au grade de rédacteur territorial principal de 2^{ème} classe
après examen professionnel

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de justice administrative,

VU la loi n° 82.213 du 02 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la loi n° 83.634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n° 84.53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 79 et 80,

VU le décret n° 2010-329 du 22 mars 2010 modifié fixant les dispositions communes applicables aux cadres d'emplois de la catégorie B de la fonction publique territoriale,

VU le décret n° 2012-924 du 30 juillet 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux,

VU l'avis favorable émis par la commission administrative paritaire compétente,

SUR proposition de monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours des Alpes-Maritimes,

ARRETE

ARTICLE PREMIER

Le tableau annuel d'avancement au grade de **rédacteur territorial principal** de 2^{ème} classe après examen professionnel est fixé comme suit pour l'année 2014 :

| NOM ET PRENOM | GRADE ACTUEL | Date nomination | MODE D'ACCES | PROMOUVABLE A LA DATE DU |
|-------------------|-----------------------|-----------------|----------------------|--------------------------|
| FLIPO Dominique | Rédacteur territorial | 01/01/2011 | Examen professionnel | 01/03/2014 |
| BATUT Maryline | Rédacteur territorial | 01/01/2011 | Examen professionnel | 01/03/2014 |
| BONNET Sandrine | Rédacteur territorial | 01/01/2011 | Examen professionnel | 01/03/2014 |
| GRANIERI Jennifer | Rédacteur territorial | 01/09/2008 | Examen professionnel | 01/03/2014 |

ARTICLE 2

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans les locaux du service départemental d'incendie et de secours des Alpes-Maritimes.

ARTICLE 3

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le tribunal administratif de Nice peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois, à compter de sa notification.

Villeneuve-Loubet, le 17 OCT. 2014

Pour le président et par délégation,
le directeur départemental
~~des services d'incendie et de secours,~~

Colonel Patrick BAUTHEAC



SERVICE DEPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS

CARRIERES.FS

**LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE
SECOURS DES ALPES MARITIMES**

ARRETE SDIS N° 7475 65

Portant liste d'aptitude au grade de rédacteur territorial principal de 2^{ème} classe
après examen professionnel

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de justice administrative,

VU la loi n° 82.213 du 02 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la loi n° 83.634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n° 84.53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 79 et 80,

VU le décret n° 2010-329 du 22 mars 2010 modifié fixant les dispositions communes applicables aux cadres d'emplois de la catégorie B de la fonction publique territoriale,

VU le décret n° 2012-924 du 30 juillet 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux,

VU l'avis favorable émis par la commission administrative paritaire compétente,

SUR proposition de monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours des Alpes-Maritimes,

ARRETE

ARTICLE PREMIER

La liste d'aptitude au titre de la promotion interne au grade de **rédacteur territorial principal de 2^{ème} classe après examen professionnel** est fixée comme suit pour l'année 2014 :

| NOM ET PRENOM | GRADE ACTUEL | Date nomination | MODE D'ACCES | PROMOUVABLE A LA DATE DU |
|----------------------|---|-----------------|----------------------|--------------------------|
| DERICBOURG Véronique | Adjoint administratif principal 2 ^{ème} classe | 01/11/2012 | Examen professionnel | 01/03/2014 |
| SIMONINI Fabienne | Rédacteur territorial | 01/01/2013 | Examen professionnel | 01/03/2014 |

ARTICLE 2

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans les locaux du service départemental d'incendie et de secours des Alpes-Maritimes.

ARTICLE 3

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le tribunal administratif de Nice peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois, à compter de sa notification.

Villeneuve-Loubet, le 17 OCT. 2014

Pour le président et par délégation,
le directeur départemental
~~des services d'incendie et de secours.~~

Colonel Patrick BAUTHEAC



**SERVICE DEPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS**

CARRIERES.MG 

**LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE
SECOURS DES ALPES MARITIMES**

ARRETE SDIS N° 747566

Portant liste d'aptitude au titre de la promotion interne
au grade de technicien territorial

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de justice administrative,

VU la loi n° 82.213 du 02 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la loi n° 83.634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n° 84.53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

VU le décret n° 2010-329 en date du 22 mars 2010, portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois des fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale,

VU le décret n° 2010-330 du 22 mars 2010 portant échelonnement indiciaire applicable aux techniciens territoriaux,

VU l'avis favorable émis par la commission administrative paritaire compétente,

SUR proposition de monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours des Alpes-Maritimes,

ARRETE

ARTICLE PREMIER

La liste d'aptitude au titre de la promotion interne au grade de **technicien territorial** est fixée comme suit pour l'année 2014 :

| NOM ET PRENOM | GRADE ACTUEL | Date nomination | PROMOUVABLE A LA DATE DU |
|-----------------|-----------------------------|-----------------|--------------------------|
| MANCARDI PIERRE | Agent de maîtrise principal | 01/01/2006 | 01/02/2014 |

ARTICLE 2

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans les locaux du service départemental d'incendie et de secours des Alpes-Maritimes.

ARTICLE 3

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le tribunal administratif de Nice peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois, à compter de sa notification.

Villeneuve-Loubet, le 17 OCT. 2014

Pour le président et par délégation,
le directeur départemental
des services d'incendie et de secours.

Colonel Patrick BAUTHEAC



SERVICE DEPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS

CARRIERES.FS

**LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE
SECOURS DES ALPES MARITIMES**

ARRETE SDIS N° 747567

Portant liste d'aptitude au grade d'agent de maîtrise territoriale après examen professionnel

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de justice administrative,

VU la loi n° 82.213 du 02 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la loi n° 83.634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n° 84.53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 79 et 80,

VU le décret n° 88-547 du 06 mai 1988 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux,

VU le décret n° 2006-1694 du 22 décembre 2006 portant modification de diverses dispositions applicables aux fonctionnaires territoriaux de catégorie C,

VU l'avis favorable émis par la commission administrative paritaire compétente,

SUR proposition de monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours des Alpes-Maritimes,

ARRETE

ARTICLE PREMIER

La liste d'aptitude au titre de la promotion interne au grade d'**agent de maîtrise territorial après examen professionnel** est fixée comme suit pour l'année 2014 :

| NOM ET PRENOM | GRADE ACTUEL | Date nomination | MODE D'ACCES | PROMOUVABLE A LA DATE DU |
|------------------|--|-----------------|----------------------|--------------------------|
| PERIOLAT Thierry | Adjoint technique de 2 ^{ème} classe | 01/11/2005 | Examen professionnel | 01/04/2014 |

ARTICLE 2

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans les locaux du service départemental d'incendie et de secours des Alpes-Maritimes.

ARTICLE 3

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le tribunal administratif de Nice peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois, à compter de sa notification.

Villeneuve-Loubet, le 17 OCT. 2014

Pour le président et par délégation,
le directeur départemental
des services d'incendie et de secours,


Colonel Patrick BAUTHEAC



SERVICE DEPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS

CARRIERES.FS

**LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE
SECOURS DES ALPES MARITIMES**

ARRETE SDIS N° 7475 à 9

Portant liste d'aptitude au grade d'agent de maîtrise territoriale au titre de la promotion interne

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de justice administrative,

VU la loi n° 82.213 du 02 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la loi n° 83.634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n° 84.53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 79 et 80,

VU le décret n° 88-547 du 06 mai 1988 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux,

VU le décret n° 2006-1694 du 22 décembre 2006 portant modification de diverses dispositions applicables aux fonctionnaires territoriaux de catégorie C,

VU l'avis favorable émis par la commission administrative paritaire compétente,

SUR proposition de monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours des Alpes-Maritimes,

ARRETE**ARTICLE PREMIER**

La liste d'aptitude au titre de la promotion interne au grade d'agent de maîtrise territorial est fixée comme suit pour l'année 2014 :

| NOM ET PRENOM | GRADE ACTUEL | Date nomination | PROMOUVABLE A LA DATE DU |
|---------------------|--|-----------------|--------------------------|
| GONFIA Thierry | Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe | 01/01/2013 | 01/01/2014 |
| BERTALMIO Yannick | Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe | 01/01/2005 | 31/03/2014 |
| RAGONNEAU Dominique | Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe | 01/01/2006 | 29/04/2014 |

ARTICLE 2

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans les locaux du service départemental d'incendie et de secours des Alpes-Maritimes.

ARTICLE 3

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le tribunal administratif de Nice peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois, à compter de sa notification.

Villeneuve-Loubet, le 17 OCT. 2014

Pour le président et par délégation,
le directeur départemental
des services d'incendie et de secours,



Colonel Patrick BÄUTHEAC



**SERVICE DEPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS**

CARRIERES.FS 

**LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE
SECOURS DES ALPES MARITIMES**

ARRETE SDIS N° 747569

Portant tableau d'avancement au grade d'adjoint administratif territorial principal
de 1^{ère} classe

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de justice administrative,

VU la loi n° 82.213 du 02 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la loi n° 83.634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n° 84.53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 79 et 80,

VU le décret n° 2006-1690 du 22 décembre 2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux,

VU l'avis favorable émis par la commission administrative paritaire compétente,

SUR proposition de monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours des Alpes-Maritimes,

ARRETE

ARTICLE PREMIER

Le tableau annuel d'avancement au grade d'**adjoint administratif territorial principal de 1^{ère} classe** est fixé comme suit pour l'année 2014 :

| NOM ET PRENOM | GRADE ACTUEL | Date nomination | PROMOUVABLE A LA DATE DU |
|---------------|--|-----------------|--------------------------|
| COURCY Cécile | Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe | 01/01/2007 | 01/01/2014 |

ARTICLE 2

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans les locaux du service départemental d'incendie et de secours des Alpes-Maritimes.

ARTICLE 3

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le tribunal administratif de Nice peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois, à compter de sa notification.

Villeneuve-Loubet, le 17 OCT. 2014

Pour le président et par délégation,
le directeur départemental
des services d'incendie et de secours,


Colonel Patrick BAUTHEAC



**SERVICE DEPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS**

CARRIERES.FS

**LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE
SECOURS DES ALPES MARITIMES**

ARRETE SDIS N° 147570

Portant tableau d'avancement au grade d'adjoint administratif territorial principal
de 2^{ème} classe

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de justice administrative,

VU la loi n° 82.213 du 02 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la loi n° 83.634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n° 84.53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 79 et 80,

VU le décret n° 2006-1690 du 22 décembre 2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux,

VU l'avis favorable émis par la commission administrative paritaire compétente,

SUR proposition de monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours des Alpes-Maritimes,

ARRETE**ARTICLE PREMIER**

Le tableau annuel d'avancement au grade d'**adjoint administratif territorial principal de 2^{ème} classe** est fixé comme suit pour l'année 2014 :

| NOM ET PRENOM | GRADE ACTUEL | Date nomination | PROMOUVABLE A LA DATE DU |
|--------------------------------------|--|------------------------|---------------------------------|
| ADMOND Laurence | Adjoint administratif de 1 ^{ère} classe | 01/01/2008 | 01/01/2014 |
| ASPLANATO Véronique | Adjoint administratif de 1 ^{ère} classe | 01/01/2008 | 01/01/2014 |
| BOISSELIER Emmanuelle | Adjoint administratif de 1 ^{ère} classe | 01/01/2008 | 01/01/2014 |
| ETIEN Danielle | Adjoint administratif de 1 ^{ère} classe | 01/01/2008 | 01/01/2014 |
| GARITAT Stéphane | Adjoint administratif de 1 ^{ère} classe | 01/01/2008 | 01/01/2014 |
| LAVEDRINE Amélie | Adjoint administratif de 1 ^{ère} classe | 01/01/2008 | 01/01/2014 |
| ROSA Olivier | Adjoint administratif de 1 ^{ère} classe | 01/01/2008 | 01/01/2014 |
| SIGNORIO-BALDACCHINO Patricia | Adjoint administratif de 1 ^{ère} classe | 01/01/2008 | 01/01/2014 |
| SOLER Marie-Jeanne | Adjoint administratif de 1 ^{ère} classe | 01/01/2008 | 01/01/2014 |
| BARALDINI Isabelle | Adjoint administratif de 1 ^{ère} classe | 01/01/2008 | 01/01/2014 |
| MALBOIS Laurent | Adjoint administratif de 1 ^{ère} classe | 01/01/2008 | 01/01/2014 |
| AIRENTI Christine | Adjoint administratif de 1 ^{ère} classe | 01/08/2008 | 01/08/2014 |
| BOREL Hervé | Adjoint administratif de 1 ^{ère} classe | 01/08/2008 | 01/08/2014 |
| DE LA RUA Géraldine | Adjoint administratif de 1 ^{ère} classe | 01/08/2008 | 01/08/2014 |
| DOUBLE Gwladys | Adjoint administratif de 1 ^{ère} classe | 01/08/2008 | 01/08/2014 |
| FARAUT Nathalie | Adjoint administratif de 1 ^{ère} classe | 01/08/2008 | 01/08/2014 |
| FOSSAT Marylise | Adjoint administratif de 1 ^{ère} classe | 01/08/2008 | 01/08/2014 |
| POUGNIER Frédéric | Adjoint administratif de 1 ^{ère} classe | 01/08/2008 | 01/08/2014 |
| RACINE-PACIFICO Alexandra | Adjoint administratif de 1 ^{ère} classe | 01/08/2008 | 01/08/2014 |
| VIVES Virginie | Adjoint administratif de 1 ^{ère} classe | 01/08/2008 | 01/08/2014 |
| MAUREL Marc | Adjoint administratif de 1 ^{ère} classe | 01/05/2008 | 01/09/2014 |
| FRION MANES Valérie | Adjoint administratif de 1 ^{ère} classe | 01/11/2008 | 01/11/2014 |
| MAZAURIC Henriette | Adjoint administratif de 1 ^{ère} classe | 01/11/2008 | 01/11/2014 |



**SERVICE DEPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS**

CARRIERES.FS 

**LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE
SECOURS DES ALPES MARITIMES**

ARRETE SDIS N° 147571

Portant tableau d'avancement au grade d'adjoint technique territorial principal
de 2^{ème} classe

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de justice administrative,

VU la loi n° 82.213 du 02 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la loi n° 83.634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n° 84.53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 79 et 80,

VU le décret n° 2006-1691 du 22 décembre 2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux,

VU l'avis favorable émis par la commission administrative paritaire compétente,

SUR proposition de monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours des Alpes-Maritimes,

ARRETE

ARTICLE PREMIER

Le tableau annuel d'avancement au grade d'adjoint technique territorial principal de 2^{ème} classe est fixé comme suit pour l'année 2014 :

| NOM ET PRENOM | GRADE ACTUEL | Date nomination | PROMOUVABLE A LA DATE DU |
|---------------|--|-----------------|--------------------------|
| GAGLIO Fabien | Adjoint technique de 1 ^{ère} classe | 01/08/2010 | 01/08/2014 |

ARTICLE 2

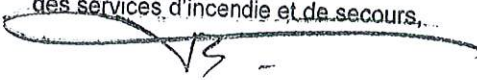
Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans les locaux du service départemental d'incendie et de secours des Alpes-Maritimes.

ARTICLE 3

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le tribunal administratif de Nice peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois, à compter de sa notification.

Villeneuve-Loubet, le 17 OCT. 2014

Pour le président et par délégation,
le directeur départemental
des services d'incendie et de secours,


Colonel Patrick BAUTHEAC



SERVICE DEPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS

CARRIERES.FS

**LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE
SECOURS DES ALPES MARITIMES**

ARRETE SDIS N° 147572

Portant tableau d'avancement au grade d'adjoint administratif territorial de 1^{ère} classe

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de justice administrative,

VU la loi n° 82.213 du 02 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la loi n° 83.634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n° 84.53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 79 et 80,

VU le décret n° 2006-1690 du 22 décembre 2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux,

VU l'avis favorable émis par la commission administrative paritaire compétente,

SUR proposition de monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours des Alpes-Maritimes,

ARRETE

ARTICLE PREMIER

Le tableau annuel d'avancement au grade d'adjoint administratif territorial de 1^{ère} classe est fixé comme suit pour l'année 2014 :

| NOM ET PRENOM | GRADE ACTUEL | Date nomination | PROMOUVABLE A LA DATE DU |
|------------------|--|-----------------|--------------------------|
| DUBOIS Ghislaine | Adjoint administratif de 2 ^{ème} classe | 01/01/2004 | 01/01/2014 |

ARTICLE 2

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans les locaux du service départemental d'incendie et de secours des Alpes-Maritimes.

ARTICLE 3

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le tribunal administratif de Nice peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois, à compter de sa notification.

Villeneuve-Loubet, le

17 OCT. 2014

Pour le président et par délégation,
le directeur départemental
des services d'incendie et de secours,


Colonel Patrick BAUTHEAC

PRÉFECTURE DES ALPES-MARITIMES

12 AOU. 2014

CABINET DU PREFET
SERVICE DEPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS
DES ALPES-MARITIMES
B.P N° 99

NICE, LE

06271 VILLENEUVE-LOUBET CEDEX

GROUPEMENT FONCTIONNEL OPERATIONS

AFFAIRE SUIVIE PAR : CAPITAINE GIORDANO

LE PREFET DES ALPES-MARITIMES
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Arrêté S.D.I.S. N° 745186

fixant la liste d'aptitude opérationnelle des Plongeurs de la Sécurité Civile du département des Alpes-Maritimes pour le second semestre 2014

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi N° 96-369 du 3 mai 1996 relative aux services d'incendie et de secours ;

VU la loi N° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la Sécurité Civile;

VU le décret N° 90-227 du 28 mars 1990 relatif à la protection des travailleurs intervenant en milieu hyperbare ;

VU le décret N° 90-850 du 25 septembre 1990 modifié portant dispositions communes à l'ensemble des sapeurs pompiers professionnels ;

VU le décret N° 2001-682 du 30 juillet 2001 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des capitaines, commandants, lieutenants-colonels et colonels de sapeurs-pompiers professionnels;

VU le décret N° 2011-45 du 11 janvier 2011 relatif à la protection des travailleurs intervenant en milieu hyperbare ;

VU le décret N° 2012-520 du 20 avril 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des sapeurs et caporaux de sapeurs-pompiers professionnels;

VU le décret N° 2012-521 du 20 avril 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des sous officiers de sapeurs-pompiers professionnels;

VU le décret N° 2012-522 du 20 avril 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des lieutenants de sapeurs-pompiers professionnels :

VU l'arrêté du 1^{er} février 1978 approuvant le règlement d'instruction et de manoeuvre des sapeurs-pompiers communaux :

VU l'arrêté du 28 janvier 1991 définissant les modalités de formation à la sécurité des personnels intervenant dans les opérations hyperbares ;

VU l'arrêté du 15 mai 1992 définissant les procédures d'accès, de séjour et d'organisation du travail en milieu hyperbare ;

VU l'arrêté du 23 novembre 1999 fixant le guide national de référence relatif aux secours subaquatiques ;

VU l'arrêté du 6 mai 2000 modifié fixant les conditions d'aptitude médicale des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires,

VU l'arrêté du 30 septembre 2013 relatif à la formation des sapeurs-pompiers professionnels;

SUR proposition du Directeur Départemental du Service d'Incendie et de Secours des Alpes-Maritimes,

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} :

Sont inscrits sur la liste d'aptitude opérationnelle des Plongeurs de la Sécurité Civile du Département des Alpes-Maritimes pour le second semestre 2014, les personnels figurant dans la liste annexée au présent arrêté.

ARTICLE 2:

L'arrêté Préfectoral n° 142996 du 15 avril 2014 est abrogé.

ARTICLE 3 :

Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de cabinet, Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

**Pour le Préfet,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet
CAB-A 3378**

Johan-Eric WINCKLER



SERVICE DEPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS

GROUPEMENT FONCTIONNEL OPERATIONS DU SDIS 06

SPECIALITE: **PLONGEE** ANNEE: **2014**

CONSEILLER TECHNIQUE DEPARTEMENTAL REFERENT

| NOM | PRENOM | GRADE | MAT | NIVEAU | PROF | PSH EC 145 | MELANGES TRIMIX TRIOX NITROX | SNL | GIS Eaux Vives | C.I.S |
|---------|--------|-------|------|---|------|------------------|---------------------------------------|-----|----------------------|-----------|
| AUCLAIR | JOEL | CNE | 8300 | PLG 3 Conseiller Technique Départemental | 60 | | OUI | OUI | OUI | GT CENTRE |

CONSEILLER TECHNIQUE DEPARTEMENTAL ADJOINT REFERENT

| | | | | | | | | | | |
|----------|--------|-----|------|--|----|--|-----|--|-----|--------|
| LESPARRE | GILLES | CNE | 6497 | PLG 3 Conseiller Technique Départemental Adjoint | 60 | | OUI | | OUI | CANNES |
|----------|--------|-----|------|--|----|--|-----|--|-----|--------|

LISTE D APTITUDE D OPERATIONNELLE

| NOM | PRENOM | GRADE | MAT | NIVEAU | PROF | PSH EC 145 | MELANGES TRIMIX TRIOX NITROX | SNL | GIS Eaux Vives | C.I.S |
|-------------|-----------|-------|-------|--------|------|------------------|---------------------------------------|-----|----------------------|---------------|
| AGOSTINI | PIERRE | S/C | 9609 | PLG 1 | 40 | | | | | NICE |
| ALMERAS | PHILIPPE | A/C | 7561 | PLG 2 | 60 | | | | OUI | NICE |
| BANET | FREDERIC | CNE | 6376 | PLG 2 | 60 | | | | | CI PRV CANNES |
| BANI | YOANN | S/C | 6945 | PLG 1 | 40 | OUI | | | OUI | CANNES |
| BELLIARD | LOIC | SGT | 9126 | PLG 1 | 40 | | | | | ANTIBES |
| BENOIT | ROMAIN | LTN 1 | 11135 | PLG 1 | 40 | | | | | NICE |
| BERENGER | PATRICE | A/C | 3785 | PLG 1 | 40 | | | | | ANTIBES |
| BERNARD | FLORIAN | S/C | 7419 | PLG 1 | 40 | | | | | NICE |
| BERTAZZO | FABIEN | S/C | 9161 | PLG 2 | 60 | | | | OUI | NICE |
| BERTRON | PATRICE | S/C | 8374 | PLG 1 | 40 | OUI | | | | CANNES |
| BOUCHOUICHA | KAYES | SGT | 6624 | PLG 1 | 40 | OUI | | | OUI | CANNES |
| CANAC | J.FANCOIS | ADJ | 6137 | PLG 1 | 40 | | | | | ANTIBES |
| CANDIA | THIERRY | A/C | 5123 | PLG 2 | 60 | | | | OUI | MENTON |
| CANO | RAPHAEL | S/C | 6982 | PLG 1 | 40 | | | | OUI | MENTON |
| CARON | THIERRY | SGT | 10462 | PLG 1 | 40 | | | | OUI | NICE |
| CAUMES | CHRISTIAN | CDT | 8759 | PLG 2 | 60 | | | | OUI | PREVENTION |
| CHAVANY | MICKAEL | ADJ | 8533 | PLG 2 | 60 | | | | OUI | ANTIBES |
| COLETTI | OLIVIER | S/C | 7058 | PLG 1 | 40 | | | | | NICE |
| COLLI | JACQUES | A/C | 2134 | PLG 1 | 40 | | | | OUI | MENTON |
| COPPOLA | STEPHANE | A/C | 4579 | PLG 1 | 40 | OUI | | | OUI | CANNES |
| COQUELIN | DANIEL | ADJ | 7214 | PLG 3 | 60 | | OUI | | OUI | NICE |
| CORNU | OLIVIER | S/C | 9127 | PLG 1 | 40 | | | | | ANTIBES |


TOUJOURS CORRISPONDANCE DE VRAI ET FRI ADRESSE IMPERSONNELLEMENT

"M. LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DES SERVICES D'INCENDIE ET DE SECOURS"
140, Avenue Maréchal de Lattre de Tassigny - B.P. N° 99 - 06271 Villeneuve Loubet Cedex
Tél. : 04 93 22 76 00

Télécopie : 04 93 22 92 79

Signature
J. AUCLAIR

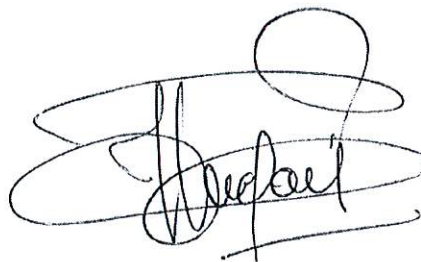
| | | | | | | | | | | | |
|----|------------|------------|--------|-------|-------|----|-----|-----|-----|-----|----------------|
| 25 | CRIADO | BRUNO | SGT | 8644 | PLG 1 | 40 | | | | | MENTON |
| 26 | DANE | FREDERIC | SGT | 7898 | PLG 2 | 60 | | | | OUI | ANTIBES |
| 27 | DECAUX | ERIC | A/C | 11906 | PLG 2 | 60 | OUI | | | OUI | CANNES |
| 28 | DELIN | DOMINIQUE | Ltn 1 | 6581 | PLG 3 | 60 | | OUI | | OUI | GT CENTRE |
| 29 | DESBONNETS | DAMIEN | SGT | 8141 | PLG 1 | 40 | | | | OUI | NICE |
| 30 | DEZALDIVAR | DAVID | ADJ | 6583 | PLG 2 | 60 | | | | | ANTIBES |
| 31 | DI LENARDA | FRANCK | SGT | 8721 | PLG 1 | 40 | | | | | ANTIBES |
| 32 | DIETRICH | MANUEL | S/C | 9070 | PLG 2 | 60 | | | | OUI | NICE |
| 33 | DRAUSSIN | FABIEN | S/C | 5749 | PLG 1 | 40 | OUI | | | OUI | CANNES |
| 34 | DUBOEL | CEDRIC | CPL | 11129 | PLG 1 | 40 | | | | OUI | NICE |
| 35 | DUPONT | EMMANUEL | S/C | 8564 | PLG 1 | 40 | OUI | | | OUI | CANNES |
| 36 | FABLET | CEDRIC | SGT | 8624 | PLG 1 | 40 | | | | | NICE |
| 37 | FRANCHI | ALAIN | A/C | 3740 | PLG 2 | 60 | OUI | | | OUI | CANNES |
| 38 | GAZZOLA | SEBASTIEN | S/C | 7816 | PLG 1 | 40 | OUI | | | OUI | CANNES |
| 39 | GRAS | JEROME | S/C | 11701 | PLG 2 | 60 | | | | OUI | MENTON |
| 40 | ISAKOWITCH | THOMAS | S/C | 6134 | PLG 2 | 60 | | | | OUI | NICE |
| 41 | LACROIX | EMMANUEL | Ltn HC | 12057 | PLG 3 | 60 | | OUI | OUI | OUI | CI PRV ANTIBES |
| 42 | LAJUBERTIE | PATRICK | A/C | 6710 | PLG 1 | 40 | | | | OUI | NICE |
| 43 | LARROQUE | DENIS | S/C | 7558 | PLG 2 | 60 | | | | OUI | ANTIBES |
| 44 | LECOURTOIS | OLIVIER | A/C | 4655 | PLG 1 | 40 | | | | | CANNES |
| 45 | MAURIN | GILLES | A/C | 5208 | PLG 2 | 60 | OUI | | | OUI | CANNES |
| 46 | MENNESON | MATTHIEU | S/C | 7961 | PLG 1 | 40 | | | | OUI | BIOT |
| 47 | METGE | PASCAL | A/C | 2149 | PLG 1 | 40 | | | | OUI | MENTON |
| 48 | MILLET | MATHIEU | SAP 1 | 10305 | PLG 1 | 40 | | | | | CANNES |
| 49 | NASO | J.PATRICE | A/C | 1845 | PLG 1 | 40 | | | | OUI | NICE |
| 50 | NIOLLON | STEPHANE | Ltn 2 | 187 | PLG 1 | 40 | | | | | NICE |
| 51 | ŒIL | NICOLAS | ADJ | 7563 | PLG 3 | 60 | | OUI | | OUI | NICE |
| 52 | PAIRE | NICOLAS | S/C | 8212 | PLG 1 | 40 | | | | | ANTIBES |
| 53 | PANNUTI | PHILPPE | CNE | 4360 | PLG 1 | 40 | | | | OUI | NICE |
| 54 | PATORET | FREDERIC | S/C | 8389 | PLG 2 | 60 | OUI | | | OUI | CANNES |
| 55 | PERIN | CHRISTOPH | SGT | 4556 | PLG 1 | 40 | OUI | | | | CANNES |
| 56 | PETIT | GUILLAUME | S/C | 7677 | PLG 1 | 40 | | | | | NICE |
| 57 | PETITOT | FRANCK | SGT | 8137 | PLG 1 | 40 | | | | | CAGNESIME |
| 58 | POYAC | YANNICK | S/C | 7133 | PLG 2 | 60 | | | | OUI | NICE |
| 59 | PRADERE | CHRISTOPHE | SGT | 12000 | PLG 1 | 40 | | | | | NICE |
| 60 | PUYO | HENRI | SGT | 10460 | PLG 1 | 40 | | | | OUI | MENTON |
| 61 | RAMA | YANN | SGT | 8433 | PLG 1 | 40 | | | | | NICE |
| 62 | REMOND | DAVID | SGT | 4558 | PLG 1 | 40 | OUI | | | OUI | CANNES |
| 63 | RIBERO | CEDRIC | SGT | 6650 | PLG 2 | 60 | | | | OUI | NICE |
| 64 | RICHARD | FABIEN | ADJ | 6326 | PLG 3 | 60 | | OUI | | OUI | ANTIBES |
| 65 | RINGEVAL | FRANCK | A/C | 9081 | PLG 1 | 40 | | | | | NICE |
| 66 | ROGUE | LAURENT | ADJ | 7209 | PLG 3 | 60 | | | | OUI | NICE |
| 67 | ROIG | Cyril | S/C | 5844 | PLG 1 | 40 | | | | | CAGNESIMER |
| 68 | RONZIER | FREDERIC | S/C | 8023 | PLG 1 | 40 | OUI | | | OUI | CANNES |
| 69 | ROQUE | J. MICHEL | A/C | 2220 | PLG 1 | 40 | | | | | ANTIBES |
| 70 | SAES | THIERRY | A/C | 4936 | PLG 1 | 40 | OUI | | | OUI | CANNES |
| 71 | SEMBACH | J.GUILLAU | SGT | 4926 | PLG 2 | 60 | | | | OUI | MENTON |
| 72 | SIMON | JAMES | A/C | 4951 | PLG 1 | 40 | | | | OUI | ANTIBES |
| 73 | SOETENS | DENIS | Ltn 1 | 9073 | PLG 1 | 40 | | | | | CAGNESIMER |

 Capitaine J. AUCLAIR

| | | | | | | | | | | | |
|----|-----------|----------|-----|-------|-------|----|--|--|--|-----|----------------|
| 74 | TABONI | LUDOVIC | A/C | 4590 | PLG 2 | 60 | | | | | CANNES |
| 75 | TOYA | OLIVIER | A/C | 2887 | PLG 1 | 40 | | | | | NICE |
| 76 | TRAPPLER | FRANCK | S/C | 6620 | PLG 1 | 10 | | | | | CAGNES/MER |
| 77 | VILAIN | VINCENT | ADJ | 7939 | PLG 2 | 60 | | | | OUI | NICE |
| 78 | VILTROUVÉ | NICOLAS | SGT | 8200 | PLG 1 | 40 | | | | OUI | CAGNES/MER |
| 79 | WOHLBANG | REINHOLD | A/C | 12491 | PLG 2 | 60 | | | | OUI | CI PRV ANTIBES |

Fait à CAGNES / MER
Le 01 JUILLET 2014

Par Capitaine J.AUCLAIR CTD PLG et NAUTIQUE
Responsable Départemental SOS.NAUTIQUE 06



Capitaine J. AUCLAIR



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

NICE, LE
PRÉFECTURE DES ALPES-MARITIMES

CABINET DU PREFET
SERVICE DEPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS
DES ALPES-MARITIMES
B.P N° 99
06271 VILLENEUVE-LOUBET CEDEX

12 AOUT 2014

GROUPEMENT FONCTIONNEL OPERATIONS

AFFAIRE SUIVIE PAR : CAPITAINE GIORDANO
YG/MCB

LE PREFET DES ALPES-MARITIMES
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Arrêté S.D.I.S. N° 1045182

Fixant la liste des agents composant le « Groupe Milieu Périlleux »
pour le second semestre de l'année 2014 (GMP 06)

Fixant la liste des agents du GMP 06 spécialisés « secours en montagne »
pour le second semestre de l'année 2014 (SMO)

Fixant la liste des agents du GMP 06 spécialisés « secours en canyon »
pour le second semestre de l'année 2014 (CAN)

Fixant la liste des agents du GMP 06 spécialisés « interventions en site souterrain »
pour le second semestre de l'année 2014 (ISS)

VU le code Général des Collectivités Territoriales

VU la loi N° 96-369 du 3 mai 1996 relative aux services d'incendie et de secours ;

VU la loi N° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la Sécurité Civile;

VU la loi N° 2011-851 du 20 juillet 2011 relative à l'engagement des sapeurs-pompier volontaires et à son cadre juridique;

VU le décret N° 90-850 du 25 septembre 1990 modifié portant dispositions communes à l'ensemble des sapeurs pompiers professionnels ;

VU le décret N° 2001-682 du 30 juillet 2001 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des capitaines, commandants, lieutenants-colonels et colonels de sapeurs-pompier professionnels;

VU le décret N° 2012-520 du 20 avril 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des sapeurs et caporaux de sapeurs-pompier professionnels;

VU le décret N° 2012-521 du 20 avril 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des sous officiers de sapeurs-pompiers professionnels;

VU le décret N° 2012-522 du 20 avril 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des lieutenants de sapeurs-pompiers professionnels ;

VU l'arrêté du 18 Août 1999 fixant le guide national de référence relatif au Groupe de Reconnaissance et d'Intervention en Milieu Périlleux ;

VU l'arrêté du 6 mai 2000 modifié fixant les conditions d'aptitude médicale des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires,

VU l'arrêté Int 0000754A du 8 décembre 2000 relatif au secours en montagne ;

VU l'arrêté du 30 avril 2001 fixant le guide national de référence relatif au secours en canyon ;

VU l'arrêté du 29 avril 2004 fixant le guide national de référence relatif aux interventions en site souterrain ;

VU l'arrêté du 08 août 2013 relatif aux formations des sapeurs pompiers volontaires,

VU l'arrêté du 30 septembre 2013 relatif à la formation des sapeurs-pompiers professionnels;

VU l'arrêté préfectoral 2013-527 du 03 juillet 2013 portant approbation du dispositif spécifique ORSEC « Secours en Montagne et Canyon » ;

SUR proposition du Directeur Départemental du Service d'Incendie et de Secours des Alpes-Maritimes,

ARTICLE 1 : Sont inscrits sur la liste d'aptitude opérationnelle des agents composant le Groupe Milieu Périlleux du Service Départemental d'Incendie et de Secours des Alpes Maritimes pour le second semestre de l'année 2014 les personnels figurant dans la liste annexée au présent arrêté.

ARTICLE 2 : L'arrêté préfectoral n° 145745 du 19 mars 2014 est abrogé.

ARTICLE 3 : Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet et Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Pour le Préfet,
~~Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet~~
CAB-3376


Johan-Eric WINCKLER

GROUPEMENT FONCTIONNEL OPERATIONS DU SDIS 06

SPECIALITE: GMP

Année 2014 - 2eme Semestre

LISTE D'APTITUDE OPERATIONNELLE

CONSEILLER TECHNIQUE DEPARTEMENTAL

| | | | | | | | | |
|--------|----------|-----|-----|-------------|-------------|-------------|--------|-------|
| AUVARO | Philippe | CNE | 467 | Chef Equipe | Chef Equipe | Chef Equipe | Centre | Vence |
|--------|----------|-----|-----|-------------|-------------|-------------|--------|-------|

CONSEILLER TECHNIQUE DEPARTEMENTAL ADJOINT

| | | | | | | | | |
|-----------|---------------|-----|------|-------------|-------------|-------------|--------|---------|
| AUVARO | Didier | LT2 | 466 | Chef Equipe | Chef Equipe | Chef Equipe | Centre | Antib |
| FIORINA | Jean François | LT2 | 2310 | Chef Equipe | Chef Equipe | Chef Equipe | GFO | Theoule |
| LAVEDRINE | Jean Michel | ADC | 3058 | Chef Equipe | Chef Equipe | Chef Equipe | GFO | Cagnes |
| ROULAND | Thomas | SGT | 9309 | Equipier | Chef Equipe | Chef Equipe | Ouest | Grasse |
| SAPET | Eric | LT2 | 2404 | Chef Equipe | Chef Equipe | Chef Equipe | GFO | Grasse |

| NOM | PRENOM | GRADE | MAT | GRIMP | CANYON | MONTAGNE | GF/GT | CIS |
|------------|-----------------|-------|-------|-------------|-------------|-------------|--------|---------|
| ABBADIE | Didier | SGC | 12093 | Equipier | Equipier | | Centre | Vence |
| AGUILERA | Jean Charles | SGC | 8568 | Equipier | Equipier | Equipier | Sud | Nice |
| AUGIER | Remy | SGC | 6426 | Equipier | Equipier | | Centre | Vence |
| AYMAR | Olivier | SGC | 8674 | Equipier | Equipier | Equipier | Sud | Nice |
| BATUT | Frederic | SGC | 8931 | Equipier | Chef Equipe | Chef Equipe | Sud | Nice |
| BESSON | Denis | ADC | 4559 | Chef Equipe | Chef Equipe | | Ouest | Cannes |
| BETOUN | MICKAEL | SGT | 8739 | Equipier | Equipier | | SUD | Nice |
| BOUHADDA | Emmanuel | SGC | 3735 | Chef Equipe | Chef Equipe | | Ouest | Grasse |
| CHOLLET | François | SAP2 | 8653 | Chef Equipe | Chef Equipe | Chef Equipe | SDIS | SDIS |
| COCHE | Cédric | SGC | 7276 | Equipier | Equipier | Equipier | Centre | Vence |
| DEGIOANNI | Christophe | LT1 | 9211 | Equipier | Equipier | | Sud | Nice |
| DEMARTE | Jean Christophe | CNE | 3592 | Chef Equipe | Chef Equipe | | SDIS | SDIS |
| DEPO | Guillaume | SGT | 10378 | Equipier | Equipier | | Sud | Nice |
| ESPINASSE | Sébastien | SGT | 8070 | Equipier | Equipier | | Centre | Antibes |
| FAIOLA | Julien | CAC | 11629 | Equipier | Equipier | | Centre | Levens |
| FERNANDEZ | Jean François | SGC | 4144 | Chef Equipe | Chef Equipe | Equipier | Centre | Cagnes |
| FRION | Jonathan | CAL | 11031 | Equipier | Equipier | | Centre | Antibes |
| GHIBAUDO | David | SGC | 2918 | Equipier | Equipier | | Ouest | Cannes |
| GIMENES | Eric | ADC | 161 | Equipier | Equipier | Equipier | Centre | Antibes |
| GIRARD | Yann | SGT | 8148 | Equipier | Equipier | | Sud | Nice |
| GIRGENTI | Arnaud | SGC | 8976 | Chef Equipe | Chef Equipe | | Est | Menton |
| GUARY | Cedrick | SGC | 8087 | Equipier | Equipier | | Sud | Nice |
| GUEGUEN | Mathieu | SGT | 6753 | Equipier | Equipier | | Centre | Vence |
| JACQUEMOUD | Stéphane | ADJ | 5600 | Equipier | Equipier | | Centre | Vence |
| LUIGI | Romain | SGC | 6490 | Equipier | Chef Equipe | Chef Equipe | Ouest | Grasse |
| MAHOUX | Sébastien | SGC | 6548 | Equipier | Equipier | | Ouest | Cannes |
| MALAUSSENA | Fabrice | CAC | 3243 | Equipier | Equipier | Equipier | Nord | Levens |
| MATTEOLI | David | SGT | 7252 | Chef Equipe | Chef Equipe | Chef Equipe | Ouest | Grasse |
| MAURANDI | Lois | SGC | 7674 | Equipier | Equipier | Equipier | Sud | Nice |
| MOLINENGO | Stephane | CAL | 9250 | Equipier | Equipier | | Ouest | Grasse |
| MUSIAL | Hervé | ADJ | 7564 | Chef Equipe | Chef Equipe | | Sud | Nice |
| OLIVIER | Jean Pierre | LTN | 7738 | Equipier | Equipier | | Nord | Levens |
| PAZZAGLI | Eric | SGC | 5381 | Equipier | Equipier | Equipier | Sud | Nice |
| PLANEL | Nicolas | SGT | 8182 | Equipier | Equipier | | Sud | Nice |
| PRIVAT | Gerald | SGC | 9595 | Chef Equipe | Chef Equipe | Chef Equipe | Ouest | Grasse |
| ROSSI | Frédéric | SGC | 7461 | Equipier | Equipier | | Centre | Antibes |
| SAUVY | Mathieu | CAL | 9220 | Equipier | Equipier | | Sud | Nice |
| SCHOOFFS | Yoann | SGT | 7824 | Equipier | Chef Equipe | Chef Equipe | Centre | Vence |
| SERRE | Philippe | ADC | 3060 | Chef Equipe | Chef Equipe | Equipier | Ouest | Cannes |
| SERRE | Christophe | SGC | 4799 | Chef Equipe | Chef Equipe | | Ouest | Cannes |
| VALIN | Jean Louis | SGC | 9041 | Equipier | Equipier | | Ouest | Cannes |
| VILAIN | Thierry | LT1 | 5102 | Chef Equipe | Chef Equipe | | SDIS | SDIS |
| ZAOUI | Pascal | SAP1 | 12337 | Equipier | Equipier | | Centre | Vence |

Fait à Villeeneuve Loubet

17 JUL. 2014

Conseiller Technique

GROUPEMENT FONCTIONNEL OPERATIONS DU SDIS 06

SPECIALITE: GMP- ISS Année 2014 - 2eme Semestre

LISTE D'APTITUDE OPERATIONNELLE

CONSEILLER TECHNIQUE DEPARTEMENTAL

| | | | | | | |
|--------|----------|-----|-----|-------------|--------|-------|
| AUVARO | Philippe | CNE | 467 | Chef Equipe | Centre | Vence |
|--------|----------|-----|-----|-------------|--------|-------|

CONSEILLER TECHNIQUE DEPARTEMENTAL ADJOINT

| | | | | | | |
|-----------|---------------|-----|------|-------------|--------|---------|
| AUVARO | Didier | LT2 | 466 | Chef Equipe | Centre | Antib |
| FIORINA | Jean François | LT2 | 2310 | Chef Equipe | Ouest | Theoule |
| LAVEDRINE | Jean Michel | ADC | 3058 | Chef Equipe | Centre | Cagnes |
| ROULAND | Thomas | SGT | 9309 | Chef Equipe | Ouest | Grasse |
| SAPET | Eric | LT2 | 2404 | Chef Equipe | Ouest | Grasse |

| NOM | PRENOM | GRADE | MAT | ISS | GF/GT | CIS |
|------------|-----------------|-------|-------|-------------|--------|---------|
| ABBADIE | Didier | SGC | 12093 | Equipier | Centre | Vence |
| AYMAR | Olivier | SGC | 8674 | Equipier | Sud | Nice |
| BOUHADDA | Emmanuel | SGC | 3735 | Chef Equipe | Ouest | Grasse |
| COCHE | Cédric | SGC | 7276 | Equipier | Centre | Vence |
| DEMARTE | Jean Christophe | CNE | 3592 | Chef Equipe | SDIS | SDIS |
| FERNANDEZ | Jean François | SGC | 4144 | Chef Equipe | Centre | Cagnes |
| GHIBAUDO | David | SGC | 2918 | Equipier | Ouest | Cannes |
| GIRARD | Yann | SGT | 8148 | Equipier | Sud | Nice |
| GIRGENTI | Arnaud | SGC | 8976 | Chef Equipe | Est | Menton |
| GUEGUEN | Mathieu | SGT | 6753 | Equipier | Centre | Vence |
| JACQUEMOUD | Stéphane | ADJ | 5600 | Equipier | Centre | Vence |
| LUIGI | Romain | SGC | 6490 | Equipier | Ouest | Grasse |
| MATTEOLI | David | SGT | 7252 | Chef Equipe | Ouest | Grasse |
| MAURANDI | Lois | SGC | 7674 | Equipier | Sud | Nice |
| PRIVAT | Gerald | SGC | 9595 | Chef Equipe | Ouest | Grasse |
| ROSSI | Frédéric | SGC | 7461 | Equipier | Centre | Antibes |
| SERRE | Philippe | ADC | 3060 | Chef Equipe | Ouest | Cannes |
| SERRE | Christophe | SGC | 4799 | Chef Equipe | Ouest | Cannes |
| VALIN | Jean Louis | SGC | 9041 | Equipier | Ouest | Cannes |
| VILAIN | Thierry | LT1 | 5102 | Chef Equipe | SDIS | SDIS |
| ZAQUI | Pascal | SAP1 | 12337 | Chef Equipe | Centre | Vence |

Fait à Villeneuve Loubet

17 JUIN 2014

Conseiller Technique



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DES ALPES-MARITIMES

Nice, le 14 AOUT 2014

CABINET DU PREFET

SERVICE DÉPARTEMENTAL

D'INCENDIE ET DE SECOURS

DES ALPES-MARITIMES

B. P. N° 99

06271 VILLENEUVE-LOUBET CEDEX

GROUPEMENT RESSOURCES HUMAINES
ET ADMINISTRATION GÉNÉRALE

SERVICE DE LA GESTION
DES CARRIÈRES
SPP/PATS

AFFAIRE SUIVIE PAR : CHRISTIAN BAREYRE
ST.S/CB



LE PREFET DES ALPES-MARITIMES

OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR

OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

et

LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU

SERVICE DÉPARTEMENTAL

D'INCENDIE ET DE SECOURS

DES ALPES-MARITIMES,

ARRETE SDIS N° 146099

Portant inscription sur le tableau annuel d'avancement
au grade de lieutenant de 1^{ère} classe de sapeurs-pompiers professionnels

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de justice administrative,

VU l'article R 421-1 et suivant du code de justice administrative en application duquel il est précisé que le recours éventuel à l'encontre du présent arrêté doit être formulé dans un délai de deux mois, à compter de la date d'affichage, auprès de la juridiction administrative,

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

VU la loi n° 96-369 du 3 mai 1996 relative aux services d'incendie et de secours,

VU le décret n° 90-850 du 25 septembre 1990 modifié, portant dispositions communes à l'ensemble des sapeurs-pompiers professionnels,

VU le décret n° 2012-522 du 20 avril 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des lieutenants de sapeurs-pompiers professionnels,

VU l'avis de la commission administrative paritaire des sapeurs-pompiers professionnels de catégorie B en date du 04 juillet 2014,

ARRETEMENT

ARTICLE PREMIER :

Le tableau annuel d'avancement au grade de lieutenant de sapeurs-pompiers professionnels de 1^{ère} classe est fixé comme suit pour l'année 2014 :

| ORDRE | NOM PRENOM | AFFECTATION | DATE PROPOSEE |
|-------|-----------------------|---|---------------|
| 18 | BAUMANN CHRISTOPHE | DETACHE GOUVERNEMENT DE LA NOUVELLE CALEDONIE | 01/02/2014 |
| 19 | BAESA PIERRE-PHILIPPE | GT OUEST - CANNES LA BOCCA | 01/02/2014 |
| 20 | CLAMENS THIERRY | GT OUEST - ILE SAINTE MARGUERITE | 01/02/2014 |

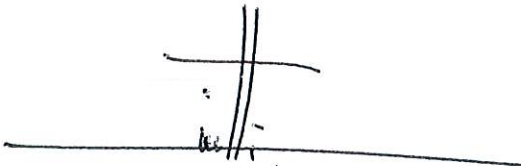
ARTICLE 2 :

Monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet et monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans les locaux du service départemental d'incendie et de secours et publié au recueil des actes administratifs du Service Départemental d'Incendie et de Secours des Alpes-Maritimes.

ARTICLE 3 :

Conformément à l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, le tribunal administratif de Nice peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois, à compter de sa notification.

**Le président du conseil d'administration
du service départemental d'incendie
et de secours des Alpes-Maritimes**



Eric CIOTTI
Président du conseil général
des Alpes-Maritimes
Président du conseil d'administration
du service départemental d'incendie et
de secours des Alpes-Maritimes

Le préfet des Alpes-Maritimes

Pour le Préfet,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet
CAB 4.3


Jehan-Eric WINCKLER